

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS



Jeudi 19 août 2010 / N° 191

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Décrets, arrêtés, circulaires

textes généraux

ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

- 1 Arrêté du 12 juillet 2010 modifiant l'arrêté du 9 avril 1964 relatif à la réglementation des conditions d'équipement, de surveillance et d'exploitation des installations de gaz carburant comprimé équipant les véhicules automobiles
- 2 Arrêté du 10 août 2010 modifiant l'arrêté du 23 juillet 1980 modifié réglementant l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques sur le fleuve Seine dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et des Yvelines
- 3 Arrêté du 10 août 2010 portant transfert de marchés publics de l'Etat à la Société du Grand Paris

ministère des affaires étrangères et européennes

- 4 Arrêté du 7 août 2010 portant habilitation des consuls honoraires en vue de la remise des passeports à leur titulaire
- 5 Arrêté du 10 août 2010 désignant les lieux autres que les locaux des ambassades ou postes consulaires dans lesquels sont ouverts des bureaux de vote pour l'élection à l'Assemblée des Français de l'étranger du 24 octobre 2010

ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

- 6 Arrêté du 25 juin 2010 portant modification de l'arrêté du 7 juillet 2006 relatif au titre professionnel de cariste d'entrepôt

ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

- 7 Arrêté du 29 juillet 2010 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture d'un examen professionnel de technicien de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales
- 8 Arrêté du 10 août 2010 autorisant l'ouverture et fixant l'organisation d'un essai professionnel d'avancement à la hors-catégorie B dans la profession « ouvrier cuisinier qualifié » au titre de la session 2010
- 9 Arrêté du 11 août 2010 portant modification de l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif aux formations de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels
- 10 Arrêté du 11 août 2010 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2011 de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier-chef de police défini aux articles 15-1-1 et 24-I-1 du décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004

ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

- 11 Arrêté du 4 août 2010 fixant les taux des droits de scolarité dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et dans les instituts universitaires de formation des maîtres

ministère de la défense

- 12 Décision du 16 août 2010 modifiant la décision du 9 juillet 2010 portant délégation de signature (direction du renseignement militaire)
- 13 Décision du 16 août 2010 portant délégation de signature en matière de marchés publics (direction du renseignement militaire)
- 14 Décision du 16 août 2010 portant délégation de signature (état-major de la marine)

ministère de la santé et des sports

- 15 Arrêté du 11 août 2010 modifiant l'arrêté du 18 septembre 2006 fixant la liste des centres hospitaliers régionaux prévue à l'article 1er de l'arrêté du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1° et 7°) de la loi du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche

- 16 Arrêté du 9 août 2010 modifiant l'arrêté du 10 avril 2008 relatif au dispositif intégré en faveur du pastoralisme mis en oeuvre dans le cadre du plan de soutien à l'économie agro-sylvo-pastorale pyrénéenne
- 17 Arrêté du 11 août 2010 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2004 relatif aux conditions d'autorisation et d'utilisation de la mention « emploi autorisé dans les jardins » pour les produits phytopharmaceutiques

mesures nominatives

Premier ministre

- 18 Arrêté du 11 août 2010 portant admission à la retraite (administrateurs civils)

ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat

- 19 Arrêté du 16 août 2010 mettant fin aux fonctions et portant nomination du directeur général de l'Etablissement public d'aménagement de la Plaine du Var

ministère de la justice et des libertés

- 20 Arrêté du 9 août 2010 portant mise à disposition (Conseil d'Etat)
- 21 Arrêté du 11 août 2010 portant nomination d'un rapporteur public (Conseil d'Etat)

ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

- 22 Arrêté du 11 août 2010 portant admission à la retraite (attachés d'administration)

ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

- 23 Arrêté du 9 août 2010 portant admission à la retraite (police nationale)
- 24 Décision du 8 juillet 2010 modifiant la décision du 17 juin 2010 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme validant la fin de première année du grade de master ou d'un certificat de scolarité validant l'année précédant celle de l'attribution du grade de master (OG UNIV) (session 2010)
- 25 Décision du 23 juillet 2010 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme validant la fin de première année du grade de master ou d'un certificat de scolarité validant l'année précédant celle de l'attribution du grade de master (OG UNIV), session 2010 (décision complémentaire)
- 26 Décision du 2 août 2010 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux sous-officiers de carrière de gendarmerie titulaires d'une licence de l'enseignement général ou technologique ou d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau II, d'un diplôme de fin de second cycle de l'enseignement secondaire général, technologique ou professionnel, du diplôme d'arme de la gendarmerie nationale « technicien supérieur de la sécurité publique » ou d'un certificat d'officier de police judiciaire de la gendarmerie nationale (OG SD), session 2010 (décision complémentaire)
- 27 Décision du 5 août 2010 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours sur titres à l'école de formation des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale ouvert aux titulaires d'un diplôme conférant le grade de master (OCTA TITRES), session 2010 (décision complémentaire)

ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique

- 28 Arrêté du 10 août 2010 portant admission à la retraite (inspection du travail)
- 29 Arrêté du 10 août 2010 portant admission à la retraite (inspection du travail)

Premier ministre

mise en oeuvre du plan de relance

- 30 Arrêté du 16 août 2010 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en oeuvre du plan de relance

ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche

- 31 Arrêté du 2 août 2010 portant nomination (directeurs régionaux adjoints de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt)
- 32 Arrêté du 9 août 2010 portant nomination (directeurs régionaux adjoints de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt)

conventions collectives

ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique

- 33 Arrêté du 1er août 2010 modifiant l'arrêté du 26 avril 2010 portant extension d'un accord sur la formation professionnelle dans l'économie sociale
- 34 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie
- 35 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale pour les industries de produits alimentaires élaborés
- 36 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'animation
- 37 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales)
- 38 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des entreprises de commerce, de location et de réparation de tracteurs, machines et matériels agricoles, de matériel de travaux publics, de bâtiment et de manutention, de matériels de motoculture de plaisance, de jardins et d'espaces verts
- 39 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale du rouissage-teillage de lin
- 40 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de la métallurgie
- 41 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur du travail temporaire
- 42 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des jardineries-graineteries
- 43 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiers
- 44 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel et son avenant conclus dans le secteur des ateliers et chantiers d'insertion
- 45 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel et son avenant conclus dans le secteur des ateliers et chantiers d'insertion
- 46 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles
- 47 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie laitière
- 48 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries chimiques et connexes
- 49 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du caoutchouc

Informations parlementaires

Assemblée nationale

50 COMMISSIONS

Sénat

- 51 ORDRE DU JOUR
- 52 COMMISSIONS
- 53 AVIS ADMINISTRATIFS

Avis et communications

avis de concours et de vacance d'emplois

Premier ministre

- 54 Avis de vacance d'un emploi de chef de service

ministère de la santé et des sports

- 55 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière
- 56 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière
- 57 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière
- 58 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière
- 59 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière
- 60 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière
- 61 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière
- 62 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière
- 63 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière
- 64 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de conseiller en économie sociale et familiale de la fonction publique hospitalière
- 65 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'éducateur de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière
- 66 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'éducateur de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière
- 67 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'éducateur de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière
- 68 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière
- 69 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière
- 70 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière
- 71 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière
- 72 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière
- 73 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière
- 74 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière
- 75 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière
- 76 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateurs de la fonction publique hospitalière
- 77 Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de moniteurs-éducateurs de la fonction publique hospitalière

ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

outre-mer

- 78 Avis de vacance d'un poste de praticien hospitalier
- 79 Avis de vacance d'un poste de praticien hospitalier

avis divers

Premier ministre

- 80 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative)

ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat

- 81 Résultats du tirage du Loto du samedi 14 août 2010
- 82 Résultats du tirage du Loto du lundi 16 août 2010
- 83 Résultats des tirages du Keno des samedi 14 et dimanche 15 août 2010
- 84 Résultats des tirages du Keno du lundi 16 août 2010
- 85 Résultats du Loto Foot 15 n° 42 et 7 n° 72

Informations diverses

liste de cours indicatifs

- 86 Cours indicatifs du 18 août 2010

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Arrêté du 12 juillet 2010 modifiant l'arrêté du 9 avril 1964 relatif à la réglementation des conditions d'équipement, de surveillance et d'exploitation des installations de gaz carburant comprimé équipant les véhicules automobiles

NOR : DEVE1018662A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu le code de la route, notamment ses articles R. 321-16 et R. 323-1 à R. 323-26 ;

Vu le décret du 18 janvier 1943 modifié portant règlement sur les appareils à pression de gaz ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1943 modifié réglementant les appareils à pression de gaz ;

Vu l'arrêté du 9 avril 1964 relatif à la réglementation des conditions d'équipement, de surveillance et d'exploitation des installations de gaz carburant comprimé équipant les véhicules automobiles ;

Vu le règlement n° 110 annexé à l'accord de Genève du 20 mars 1958 révisé concernant l'homologation des organes spéciaux pour l'alimentation du moteur au gaz naturel comprimé (GNC) sur les véhicules et l'homologation des véhicules munis d'organes spéciaux d'un type homologué pour l'alimentation du moteur au gaz naturel comprimé en ce qui concerne l'installation de ces organes,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'article 8 de l'arrêté du 9 avril 1964 susvisé est modifié comme suit :

La phrase : « Le contrôleur agréé ou l'expert en charge du contrôle technique est celui désigné respectivement par l'article R. 323-7 du code de la route pour les véhicules dont le poids total autorisé en charge n'excède pas 3,5 tonnes et non affectés au transport en commun de personnes et par l'arrêté du 15 novembre 1954 susvisé ou par l'arrêté du 2 juillet 1982 susvisé pour les autres catégories de véhicules » est remplacée par la phrase : « Le contrôleur agréé ou l'expert en charge du contrôle technique est celui désigné par l'article R. 323-6 du code de la route ».

Art. 2. – Après l'article 8 de l'arrêté du 9 avril 1964 susvisé, il est inséré un article 8 *bis* et un article 8 *ter* rédigés comme suit :

« Art. 8 bis. – Les réservoirs conformes aux dispositions du règlement CEE-ONU n° 110 sont soumis à une requalification périodique.

« a) Pour les véhicules à moteur d'un poids total en charge inférieur à 3,5 tonnes, la requalification périodique des réservoirs est réalisée au cours du contrôle technique prévu par l'arrêté ministériel du 18 juin 1991 modifié relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique des véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes.

« b) Pour les véhicules à moteur d'un poids total en charge supérieur à 3,5 tonnes, la requalification périodique des réservoirs est réalisée selon les modalités prévues dans l'annexe au présent arrêté. La mise en œuvre de ces modalités, adaptées à chaque type de réservoirs définis au point 2.3 du règlement CEE-ONU 110, est définie par des procédures validées par l'autorité compétente définie à l'article R. 321-7 du code de la route.

« Cette requalification périodique est renouvelée tous les quatre ans et à chaque nouvelle installation du réservoir.

« Les contrôles conformes aux dispositions de l'annexe au présent arrêté, effectués antérieurement à la mise en application de la requalification périodique, sont réputés répondre aux dispositions applicables.

« La recherche de perte d'étanchéité du réservoir prévue au point 1.1 de l'annexe au présent arrêté peut être remplacée par l'épreuve hydraulique, réalisée à la pression d'épreuve initiale, visée à l'article 25 de l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression. Les deux méthodes de contrôle de l'étanchéité ne peuvent pas être alternées durant la vie d'un réservoir.

« Art. 8 ter. – Les réservoirs conformes aux dispositions du règlement n° 110 impliqués dans une collision de véhicules ou dans un incendie de véhicule doivent faire l'objet du contrôle prévu à l'article 8 *bis a* ou *b* afin d'être maintenus en service. »

Art. 3. – L'annexe « Modalités du contrôle par inspection détaillées (CID) » de l'arrêté du 9 avril 1964 susvisé est modifiée comme suit :

La phrase du premier alinéa du point 2 est complétée par : « ou par un expert d'un organisme habilité pour les opérations de contrôle prévues par le titre III du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression ».

Dans la phrase du deuxième alinéa du point 2, le terme : « validées » est remplacé par : « rédigées ».

La phrase du deuxième alinéa du point 2 est complétée par : « ou par un organisme habilité pour les opérations de contrôle prévues par le titre III du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression ».

Le point 3 est complété par :

« Les contrôles antérieurs doivent être présentés à chaque requalification périodique et leur traçabilité doit être assurée.

Le document de contrôle doit contenir *a minima* les éléments suivants :

Sur l'exploitation :

Raison sociale de l'exploitation :

Adresse :

Sur le véhicule :

Constructeur : N° d'immatriculation : Carrosserie :

N° de châssis du véhicule : Date de mise en circulation :

Historique :

Autres informations pertinentes :

Sur l'équipement :

Famille de l'équipement (réservoir, circuit) :

Référence de l'équipement :

Position :

Autres informations pertinentes :

Particularités du réservoir :

Marque et type :

Modèle :

Nature du liner :

Année de fin de vie :

Année de fabrication de l'équipement :

Pression de service (bar) :

Pression maximale (bar) :

Autres informations pertinentes :

Sur le contrôle :

Référence du contrôle :

Date du contrôle :

Type du contrôle (notamment épreuve hydraulique ou CID) :

Autres informations pertinentes :

Sur les anomalies :

Pour chaque anomalie constatée :

Référence à l'équipement :

Niveau d'anomalie :

Action recommandée et suivi :

Remarque :

Photographie de l'anomalie :

Autres informations pertinentes : »

Le point 4 rédigé comme suit est ajouté :

« 4. Synthèse des contrôles.

Chaque titulaire d'une procédure validée par l'autorité compétente doit effectuer un bilan annuel de tous les contrôles effectués selon cette méthode et transmettre le rapport à l'autorité compétente définie à l'article R. 321-7 du code de la route.

La base de données doit pouvoir délivrer les statistiques pour la réalisation du rapport annuel destiné à l'administration. »

Art. 4. – Les dispositions de l'article 8 *bis* sont applicables à l'expiration d'un délai de six mois suivant la publication au *Journal officiel* de la République française du présent arrêté.

Art. 5. – La déléguée à la sécurité et à la circulation routières et le directeur général de l'énergie et du climat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 juillet 2010.

Pour le ministre et par délégation :
*Le sous-directeur de la sécurité
et des émissions des véhicules,*
D. KOPACZEWSKI

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Arrêté du 10 août 2010 modifiant l'arrêté du 23 juillet 1980 modifié réglementant l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques sur le fleuve Seine dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et des Yvelines

NOR : DEVT0908459A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu le décret n° 73-912 du 20 septembre 1973 modifié portant règlement général de police de la navigation intérieure ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 1974 modifié portant règlement particulier de police de la navigation sur le canal de la haute Seine, la Seine, l'Yonne, la Marne et l'Oise, et notamment son article 21 ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1980 réglementant l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques sur le fleuve Seine dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et des Yvelines ;

Vu le rapport du chef de service de la navigation de la Seine ;

Sur proposition du directeur des services de transport,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le schéma directeur d'utilisation annexé à l'arrêté du 23 juillet 1980 réglementant l'exercice de la navigation de plaisance et des activités touristiques sur le fleuve Seine dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et des Yvelines est abrogé et remplacé par le schéma directeur annexé au présent arrêté.

Art. 2. – Le préfet de police de Paris, les préfets des départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et des Yvelines et le chef du service de la navigation de la Seine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des services de transport,
P. VIEU

A N N E X E

SCHÉMA DIRECTEUR D'UTILISATION

1. Zones interdites à toute navigation : néant.
2. Bandes de rives : sans objet.
3. Définition des zones : voir ci-après.
4. La navigation à moteur à une vitesse dépassant 20 km/h est permise dans les zones autorisées aux sports motonautiques et définies ci-après sans cependant dépasser 60 km/h.
Une telle vitesse est interdite chaque année pendant la période de frai du poisson, soit pendant la fermeture générale de la pêche fixée par arrêté préfectoral.
5. Autres zones pouvant être réglementées : sans objet.

6. Dans les zones définies ci-après, les évolutions et concours ne sont autorisés que par temps clair (plus de 300 mètres de visibilité) entre le lever et le coucher du soleil, sous réserve des mesures particulières de sécurité en vigueur.

Toutes les embarcations doivent être pourvues de pagaies ou d'avirons.

Les interdictions et restrictions ci-dessus ne s'appliquent pas aux bateaux chargés d'assurer les secours, la police de la navigation et la police des eaux et de la pêche.

6.1. Sports à voile : à l'exception de la planche à voile qui est interdite (cf. art. 2, paragraphe 3, de l'arrêté du 23 juillet 1980), la pratique de ces sports est autorisée :

Du point kilométrique 12,150 (aval du pont de Sèvres) au point kilométrique 14,200 (amont du pont de l'autoroute A 13) ;

Du point kilométrique 36,000 (en amont du pont route Argenteuil) au point kilométrique 40,000 (en aval du pont de Bezons) ;

Du point kilométrique 50,800 (pointe aval de l'île de la Loge) au point kilométrique 52,000 (amont du pont du Pecq) ;

Du point kilométrique 53,000 (aval île Corbière) au point kilométrique 57,820 sur le bras principal ;

Sur toute la longueur du bras secondaire « la petite rivière », du point kilométrique 56,050 au point kilométrique 58,300 ;

Du point kilométrique 58,690 (aval pont de Maisons-Laffitte) au point kilométrique 64,500 ;

Du point kilométrique 77,000 (1 kilomètre à l'aval des écluses de Carrières-sous-Poissy) au point kilométrique 78,000 (150 mètres en amont de l'îlot Blanc) ;

Du point kilométrique 79,000 (bras principal, 200 mètres en aval de l'îlot Blanc) au point kilométrique 81,800 (aval de l'île de Vilennes) ;

Du point kilométrique 85,300 (pont de Triel) au point kilométrique 93,000 (400 mètres à l'amont du pont de Meulan-Les Mureaux) ;

Du point kilométrique 102,500 (pointe aval de l'île de la Ville, dite île du Rangipont) au point kilométrique 104,300 (amont de la centrale de Porcheville) ;

Du point kilométrique 112,000 (pointe aval de l'île de l'Aumône, à Mantes-la-Jolie) au point kilométrique 115,000 (en aval de la commune de Mantes-la-Jolie) ;

Du point kilométrique 123,000 (hameau de Sandrancourt) au point kilométrique 125,000 (pointe amont de l'île de Saint-Martin-la-Garenne).

6.2. Sports motonautiques :

6.2.1. Interdictions :

Les pratiques sportives nécessitant des effets de vague ou de remous sont interdites (RGP, art. 6.20).

Du point kilométrique 12,150 (aval du pont de Sèvres) au point kilométrique 13,500 (amont du pont de Saint-Cloud), la pratique des sports motonautiques est interdite. La vitesse des bateaux en transit est limitée à 20 km/h.

Du point kilométrique 53,000 (aval île Corbière) au point kilométrique 64,800, la pratique des sports motonautiques est interdite. La vitesse des bateaux en transit est limitée à 20 km/h.

6.2.2. Autorisations sous conditions :

La pratique des sports motonautiques est autorisée sous les conditions suivantes :

Du point kilométrique 13,500 (aval du pont de Saint-Cloud) au point kilométrique 14,200 (pont de l'autoroute A13), hors pratique sportive de véhicule nautique à moteur (type jet-ski), qui est interdite :

- de 10 heures du matin au coucher du soleil sans excéder 21 heures ;
- à l'exception du mercredi de 14 heures à 15 heures, du samedi de 9 heures à 10 heures et de 14 heures à 15 heures et du dimanche de 9 heures à 10 heures, où les sports motonautiques sont interdits dans cette zone (transit uniquement avec vitesse limitée à 20 km/h) ;
- en transit dans le chenal de navigation, à une vitesse ne dépassant pas 60 km/h, avec évolution parallèle aux berges.

Du point kilométrique 14,200 (pont de l'autoroute A13) au point kilométrique 16,440, hors pratique sportive de véhicule nautique à moteur (type jet-ski) qui est interdite :

- de 10 heures du matin au coucher du soleil sans excéder 21 heures.

Du point kilométrique 16,440 au point kilométrique 16,960 (autorisé seulement au ski nautique), de 10 heures du matin au coucher du soleil sans excéder 21 heures ;

Du point kilométrique 39,000 au point kilométrique 40,000 (de part et d'autre du pont de Bezons) ;

Du point kilométrique 64,800 au point kilométrique 67,500 (autorisé seulement au ski nautique), sur le bras principal et sur le bras secondaire « de Garenne » ;

Du point kilométrique 78,000 au point kilométrique 79,000 (autour de l'îlot Blanc, bras principal et bras de Grésillons) ;

Du point kilométrique 81,800 (bras de Médan et amont île de Médan ou île Platais) au point kilométrique 85,300 (bras des Mottes, au pont de Triel) ;

Du point kilométrique 116,500 au point kilométrique 118,000 (autorisé seulement au ski nautique) ;

Du point kilométrique 134,000 (150 mètres en amont de la limite aval de la commune de Moisson) au point kilométrique 144,000 (1 kilomètre en amont des anciennes écluses de Port-Villez).

6.3. Canotage et aviron : la pratique de ce sport est autorisée :

6.3.1. Zones permanentes :

Du point kilométrique 9,100 (amont du pont d'Issy-les-Moulineaux) au point kilométrique 12,150 (aval du pont de Sèvres), dans le bras secondaire d'Issy-les-Moulineaux - Meudon ;

En dehors du chenal navigable dans le bras de Billancourt :

Du point kilométrique 9,100 (amont pont d'Issy-les-Moulineaux) au point kilométrique 12,150 (aval pont de Sèvres) dans le sens montant, en rive droite uniquement, le long de la rive de Boulogne ;

Du point kilométrique 9,100 (amont pont d'Issy-les-Moulineaux) au point kilométrique 11,050 (aval île Saint-Germain) dans le sens avalant, en rive gauche uniquement, le long de la rive de l'île Saint-Germain ;

Du point kilométrique 11,050 (amont île Seguin) au point kilométrique 12,150 (aval pont de Sèvres) dans le sens montant, en rive gauche uniquement, le long de l'île Seguin, pour contourner la pointe amont et rejoindre le bras secondaire d'Issy-les-Moulineaux - Meudon ;

Du point kilométrique 12,150 (aval du pont de Sèvres) au point kilométrique 13,500 (amont du pont de Saint-Cloud).

En transit, en dehors du chenal :

Du point kilométrique 13,500 (pont de Saint-Cloud) au point kilométrique 14,200 (pont de l'autoroute A 13), en rive droite pour les bateaux montants, en rive gauche pour les avalants ;

Du point kilométrique 17,400 au point kilométrique 22,200 (bras secondaire de Neuilly et Levallois) ;

Du point kilométrique 25,400 au point kilométrique 33,100 (bras secondaire de Villeneuve-la-Garenne, avec autorisation d'utiliser ce bras dans les deux sens) ;

Du point kilométrique 33,500 au point kilométrique 40,000 (sur la partie rive droite de la rivière Argenteuil-Bezons en dehors du chenal navigable) ;

Du point kilométrique 49,100 au point kilométrique 50,800 (bras secondaire de Marly) ;

Du point kilométrique 50,800 (pointe aval de l'île de la Loge) au point kilométrique 52,000 (amont du pont du Pecq) ;

Du point kilométrique 52,000 (amont pont du Pecq) au point kilométrique 53,000 ;

Du point kilométrique 53,000 au point kilométrique 57,820 (amont du pont de Maisons-Laffitte), le long des rives uniquement ;

Du point kilométrique 56,050 au point kilométrique 58,300 (bras secondaire de la Petite Rivière) ;

Du point kilométrique 72,000 au point kilométrique 76,000 (bras d'Andrézy et bras de la dérivation de Carrières) ;

Du point kilométrique 78,000 au point kilométrique 81,800 (bras des Migneaux et de Vilennes exclusivement) ;

Du point kilométrique 93,400 au point kilométrique 98,500 (bras de Mézy et de Juziers exclusivement) ;

Du point kilométrique 106,000 au point kilométrique 112,000 (bras de Limay).

6.3.2. Zones utilisables selon des conditions particulières :

En plus des zones permanentes, l'entraînement est autorisé les samedis, dimanches et jours fériés, à vitesse réduite et sans compétition entre embarcations, le long des rives en dehors du chenal utilisable par la navigation commerciale, dans les bras principaux définis ci-après :

Du point kilométrique 22,200 en amont du pont rail d'Asnières au point kilométrique 25,400, pointe amont de l'île Saint-Denis (bras unique).

L'entraînement des équipes de compétition d'aviron de haut niveau est autorisé en permanence du point kilométrique 22,700 au point kilométrique 25,400 et, sous la protection d'un bateau à moteur, du point kilométrique 22,200 au point kilométrique 25,400.

6.3.3. Au départ des installations sportives situées sur les bras principaux et compris dans les points kilométriques désignés ci-dessus, les embarcations peuvent rejoindre les zones permanentes d'entraînement en franchissant les bras principaux à condition de longer la rive et de ne traverser éventuellement le chenal principal qu'après avoir pris toutes les mesures de sécurité imposées par les circonstances locales.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

Arrêté du 10 août 2010 portant transfert de marchés publics de l'Etat à la Société du Grand Paris

NOR : DEVT1021488A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, et le secrétaire d'Etat chargé des transports,

Vu le code des marchés publics ;

Vu la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, et notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2010-666 du 18 juin 2010 fixant les conditions dans lesquelles le préfigurateur de la Société du Grand Paris peut conclure tout contrat, convention ou marché ;

Vu le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris, et notamment son article 37 ;

Vu l'arrêté du 26 juillet 2010 portant transfert de marchés publics de l'Etat à la Société du Grand Paris,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Le marché public énoncé ci-dessous est transféré à la Société du Grand Paris :

MARCHÉ N°	OBJET	TITULAIRE
DREIF – AO – 10 – 005	Assistance à l'équipe projet pour le débat public sur le Grand Paris : positionnement, stratégie de communication, accompagnement.	En cours d'attribution

Art. 2. – Jusqu'à la nomination du directoire de l'établissement public Société du Grand Paris, et au plus tard jusqu'au 30 septembre 2010, le préfigurateur de l'établissement public Société du Grand Paris engage, ordonne et fait liquider le marché énoncé à l'article 1^{er}.

Art. 3. – L'article 3 de l'arrêté du 26 juillet 2010 susvisé est supprimé.

Art. 4. – Le préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 2010.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,
de l'énergie, du développement durable et de la mer,
en charge des technologies vertes
et des négociations sur le climat,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur général
des infrastructures,
des transports et de la mer :
*L'ingénieur en chef des ponts,
des eaux et des forêts,
L. TAPADINHAS*

*Le secrétaire d'Etat
chargé des transports,*

Pour le secrétaire d'Etat
et par délégation :

Par empêchement du directeur général
des infrastructures,
des transports et de la mer :

*L'ingénieur en chef des ponts,
des eaux et des forêts,*

L. TAPADINHAS

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

Arrêté du 7 août 2010 portant habilitation des consuls honoraires en vue de la remise des passeports à leur titulaire

NOR : MAEF1017991A

Le ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu le décret n° 76-548 du 16 juin 1976 relatif aux consuls généraux, consuls et vice-consuls honoraires et aux agents consulaires ;

Vu décret n° 2005-1726 du 30 décembre 2005 modifié relatif aux passeports, notamment son article 10,

Arrête :

Art. 1^{er}. – En application de l'article 10 du décret du 30 décembre 2005 susvisé, les consuls honoraires figurant dans l'annexe jointe au présent arrêté sont habilités à remettre à leur titulaire les passeports délivrés par l'autorité consulaire.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 août 2010.

Pour le ministre et par délégation :
*La directrice adjointe
des Français à l'étranger
et de l'administration consulaire,*
O. SOUPISON

A N N E X E

LISTE DES CONSULS HONORAIRES HABILITÉS EN VUE DE LA REMISE DES PASSEPORTS À LEUR TITULAIRE

Afrique du Sud

Le consul honoraire à East London.
Le consul honoraire à Port Elizabeth.

Allemagne

Le consul honoraire à Aix-la-Chapelle.
Le consul honoraire à Brême.
Le consul honoraire à Cologne.
Le consul honoraire à Mannheim.
Le consul honoraire à Nuremberg.
Le consul honoraire à Sarrelouis.

Ancienne République yougoslave de Macédoine

Le consul honoraire à Bitola.

Antigua-et-Barbuda

Le consul honoraire à Saint John's.

Arabie saoudite

Le consul honoraire à Al Khobar.

Argentine

Le consul honoraire à Bahia Blanca.
Le consul honoraire à Cordoba.
Le consul honoraire à Mar del Plata.
Le consul honoraire à Mendoza.
Le consul honoraire à Neuquen.
Le consul honoraire à Resistencia.
Le consul honoraire à Rio Gallegos.
Le consul honoraire à Salta.
Le consul honoraire à San Carlos de Bariloche.
Le consul honoraire à San Miguel de Tucuman.
Le consul honoraire à Santa Fe.
Le consul honoraire à Ushuaïa.

Australie

Le consul honoraire à Adélaïde.
Le consul honoraire à Brisbane.
Le consul honoraire à Cairns.
Le consul honoraire à Darwin.
Le consul honoraire à Hobart.
Le consul honoraire à Melbourne.
Le consul honoraire à Perth.

Autriche

Le consul honoraire à Bregenz.
Le consul honoraire à Graz.
Le consul honoraire à Innsbruck.
Le consul honoraire à Klagenfurt.
Le consul honoraire à Linz.
Le consul honoraire à Salzbourg.

Barbade

Le consul honoraire à Bridgetown.

Belize

Le consul honoraire à Belize.

Bolivie

Le consul honoraire à Santa Cruz de la Sierra.

Brésil

Le consul honoraire à Aracaju.
Le consul honoraire à Belem.
Le consul honoraire à Belo Horizonte.
Le consul honoraire à Campinas.
Le consul honoraire à Curitiba.
Le consul honoraire à Macapa.
Le consul honoraire à Manaus.
Le consul honoraire à Florianopolis.
Le consul honoraire à Fortaleza.

Le consul honoraire à Maceio.
Le consul honoraire à Natal.
Le consul honoraire à Porto Seguro.
Le consul honoraire à Porto Alegre.
Le consul honoraire à Salvador de Bahia.
Le consul honoraire à Sao Luis do Maranhao.

Canada

Le consul honoraire à Calgary.
Le consul honoraire à Edmonton.
Le consul honoraire à Chicoutimi.
Le consul honoraire à Halifax.
Le consul honoraire à Rouyn-Noranda.
Le consul honoraire à Saint-Jean du Nouveau-Brunswick.
Le consul honoraire à Saint-Jean de Terre-Neuve.
Le consul honoraire à Saskatoon.
Le consul honoraire à Sudbury.
Le consul honoraire à Whitehorse.
Le consul honoraire à Winnipeg.

Cap-Vert

Le consul honoraire à Mindelo.
Le consul honoraire à Santa Maria.

Chili

Le consul honoraire à Antofagasta.
Le consul honoraire à Concepción.
Le consul honoraire à La Serena.
Le consul honoraire à Osorno.
Le consul honoraire à Punta Arenas.
Le consul honoraire à Temuco.
Le consul honoraire à Valparaiso.

Colombie

Le consul honoraire à Cali.
Le consul honoraire à Medellin.
Le consul honoraire à Pereira.

Congo (République démocratique)

Le consul honoraire à Bukavu.
Le consul honoraire à Lubumbashi.

Cook (îles)

Le consul honoraire à Rarotonga.

Côte d'Ivoire

Le consul honoraire à Bouaké.
Le consul honoraire à Daloa.
Le consul honoraire à San Pedro.

Danemark

Le consul honoraire à Aalborg.
Le consul honoraire à Aarhus.

Le consul honoraire à Frederikshavn.
Le consul honoraire à Herning.
Le consul honoraire à Nuuk.
Le consul honoraire à Odense.
Le consul honoraire à Ribe.
Le consul honoraire à Ronne.
Le consul honoraire à Torshavn.

Dominique

Le consul honoraire à Roseau.

Equateur

Le consul honoraire à Cuenca.
Le consul honoraire à Esmeraldas.
Le consul honoraire à Guayaquil.

Espagne

Le consul honoraire à Algesiras.
Le consul honoraire à Alicante.
Le consul honoraire à Almeria.
Le consul honoraire à Gerone.
Le consul honoraire à Grenade.
Le consul honoraire à La Corogne.
Le consul honoraire à Melilla.
Le consul honoraire à Palma de Majorque.
Le consul honoraire à Santa Cruz de Tenerife.
Le consul honoraire à Saragosse.
Le consul honoraire à Valence.
Le consul honoraire à Vigo.

Etats-Unis d'Amérique

Le consul honoraire à Albuquerque (Nouveau-Mexique).
Le consul honoraire à Anchorage (Alaska).
Le consul honoraire à Austin (Texas).
Le consul honoraire à Boise (Idaho).
Le consul honoraire à Buffalo (New York).
Le consul honoraire à Charleston (Caroline du Sud).
Le consul honoraire à Cincinnati (Ohio).
Le consul honoraire à Cleveland (Ohio).
Le consul honoraire à Dallas (Texas).
Le consul honoraire à Denver (Colorado).
Le consul honoraire à Des Moines (Iowa).
Le consul honoraire à Detroit (Michigan).
Le consul honoraire à Dubois (Wyoming).
Le consul honoraire à Greenville (Caroline du Sud).
Le consul honoraire à Hamilton (Bermudes).
Le consul honoraire à Hartford (Connecticut).
Le consul honoraire à Honolulu (Hawaï).
Le consul honoraire à Jacksonville (Floride).
Le consul honoraire à Indianapolis (Indiana).
Le consul honoraire à Kansas City (Missouri).
Le consul honoraire à Little Rock (Arkansas).
Le consul honoraire à Louisville (Kentucky).
Le consul honoraire à Minneapolis (Minnesota).
Le consul honoraire à Missoula (Montana).
Le consul honoraire à Nashville (Tennessee).
Le consul honoraire à Nassau (Bahamas).

Le consul honoraire à Norfolk (Virginie).
Le consul honoraire à Oklahoma City (Oklahoma).
Le consul honoraire à Omaha (Nebraska).
Le consul honoraire à Orlando (Floride).
Le consul honoraire à Philadelphie (Pennsylvanie).
Le consul honoraire à Phoenix (Arizona).
Le consul honoraire à Pittsburgh (Pennsylvanie).
Le consul honoraire à Portland (Oregon).
Le consul honoraire à Princeton (New Jersey).
Le consul honoraire à Raleigh (Caroline du Nord).
Le consul honoraire à Reno (Nevada).
Le consul honoraire à Saint-Louis (Missouri).
Le consul honoraire à Saint-Thomas (îles Vierges américaines).
Le consul honoraire à Salt Lake City (Utah).
Le consul honoraire à San Antonio (Texas).
Le consul honoraire à San Diego (Californie).
Le consul honoraire à San Jose (Californie).
Le consul honoraire à San Juan (Porto Rico).
Le consul honoraire à Seattle (Washington).
Le consul honoraire à Tampa (Floride).
Le consul honoraire à Tamuning (Guam).

Fidji (îles)

Le consul honoraire à Nadi.

Finlande

Le consul honoraire à Joensuu.
Le consul honoraire à Oulu.
Le consul honoraire à Rovaniemi.

Gabon

Le consul honoraire à Franceville.

Grèce

Le consul honoraire à Corfou.
Le consul honoraire à Héraklion.
Le consul honoraire à Kalamata.
Le consul honoraire à La Canée.
Le consul honoraire à Limnos et Mytilène.
Le consul honoraire à Nauplie.
Le consul honoraire à Patras.
Le consul honoraire à Rhodes.
Le consul honoraire à Syros.

Grenade

Le consul honoraire à Saint George's.

Guyana

Le consul honoraire à Georgetown.

Inde

Le consul honoraire à Chennai (Madras).

Indonésie

Le consul honoraire à Balikpapan (Kalimantan).

Le consul honoraire à Denpasar (Bali).

Israël

Le consul honoraire à Beer-Sheva.
Le consul honoraire à Eilat.

Italie

Le consul honoraire à Aoste.
Le consul honoraire à Bari.
Le consul honoraire à Bologne.
Le consul honoraire à Cagliari.
Le consul honoraire à Catane.
Le consul honoraire à Florence.
Le consul honoraire à Gênes.
Le consul honoraire à La Spezia.
Le consul honoraire à Palerme.
Le consul honoraire à Parme.
Le consul honoraire à Perugia.
Le consul honoraire à Trente.
Le consul honoraire à Trieste.
Le consul honoraire à Venise.

Kenya

Le consul honoraire à Mombasa.

Liechtenstein

Le consul honoraire à Vaduz.

Madagascar

Le consul honoraire à Antalaha.
Le consul honoraire à Antsirabe.
Le consul honoraire à Fianarantsoa.
Le consul honoraire à Fort Dauphin.
Le consul honoraire à Nosy Be.
Le consul honoraire à Tuléar.

Malaisie

Le consul honoraire à Kota Kinabalu.
Le consul honoraire à Kuching.
Le consul honoraire à Penang.

Maldives

Le consul honoraire à Male.

Mexique

Le consul honoraire à Cancun.
Le consul honoraire à Guadalajara.
Le consul honoraire à Monterrey.
Le consul honoraire à Xalapa.

Mozambique

Le consul honoraire à Inhambane.

Norvège

Le consul honoraire à Stavanger.

Nouvelle-Zélande

Le consul honoraire à Auckland.
Le consul honoraire à Christchurch.
Le consul honoraire à Dunedin.

Paraguay

Le consul honoraire à Ciudad del Este.

Pays-Bas

Le consul honoraire à Bois-le-Duc.
Le consul honoraire à Groningue.
Le consul honoraire à Maastricht.
Le consul honoraire à Middelburg.

Philippines

Le consul honoraire à Cebu.

Pologne

Le consul honoraire à Gdansk.
Le consul honoraire à Poznan.
Le consul honoraire à Szczecin.
Le consul honoraire à Wroclaw.

Portugal

Le consul honoraire à Faro.
Le consul honoraire à Funchal.
Le consul honoraire à Horta.
Le consul honoraire à Ponta Delgada.

Roumanie

Le consul honoraire à Cluj-Napoca.
Le consul honoraire à Timisoara.

Royaume-Uni

Le consul honoraire à Aberdeen.
Le consul honoraire à Birmingham.
Le consul honoraire à Bristol.
Le consul honoraire à Douglas.
Le consul honoraire à Leeds.
Le consul honoraire à Manchester.
Le consul honoraire à Newcastle.
Le consul honoraire à Nottingham.
Le consul honoraire à Plymouth.
Le consul honoraire à Road Town (Tortola).
Le consul honoraire à The Valley (Anguilla).

Saint-Christophe-et-Niévès

Le consul honoraire à Basseterre.

Saint-Vincent-et-les-Grenadines

Le consul honoraire à Kingstown.

Samoa

Le consul honoraire à Apia.

Suède

Le consul honoraire à Göteborg.
Le consul honoraire à Helsingborg.
Le consul honoraire à Luleå.
Le consul honoraire à Malmö.
Le consul honoraire à Umeå.

Suisse

Le consul honoraire à Bâle.
Le consul honoraire à Lugano.
Le consul honoraire à Sion.

Swaziland

Le consul honoraire à Mbabane.

Syrie

Le consul honoraire à Lattaquié.

Tanzanie

Le consul honoraire à Arusha.

Thaïlande

Le consul honoraire à Chiang Mai.
Le consul honoraire à Phuket.
Le consul honoraire à Surat Thani.

Tonga

Le consul honoraire à Nuku'alofa.

Tunisie

Le consul honoraire à Sfax.

Turquie

Le consul honoraire à Antalya.
Le consul honoraire à Bursa.
Le consul honoraire à Iskenderun.
Le consul honoraire à Izmir.

Tuvalu

Le consul honoraire à Funafuti.

Uruguay

Le consul honoraire à Paysandu.

Le consul honoraire à Punta del Este.

Venezuela

Le consul honoraire à Barquisimeto.

Le consul honoraire à Carupano.

Le consul honoraire à Maracaibo.

Le consul honoraire à Merida.

Le consul honoraire à Porlamar.

Le consul honoraire à Puerto La Cruz.

Le consul honoraire à Puerto Ordaz.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES

Arrêté du 10 août 2010 désignant les lieux autres que les locaux des ambassades ou postes consulaires dans lesquels sont ouverts des bureaux de vote pour l'élection à l'Assemblée des Français de l'étranger du 24 octobre 2010

NOR : MAEF1019849A

Le ministre des affaires étrangères et européennes,

Vu la convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963, notamment son article 4, alinéa 5 ;

Vu la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 modifiée relative à l'Assemblée des Français de l'étranger ;

Vu le décret n° 84-252 du 6 avril 1984 modifié portant statut de l'Assemblée des Français de l'étranger et fixant les modalités d'élection de ses membres, notamment son article 32, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté du 19 juillet 2010 portant convocation des électeurs des circonscriptions de Washington et de Mexico pour l'élection des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger,

Arrête :

Art. 1^{er}. – En application de l'alinéa 2 de l'article 32 du décret du 6 avril 1984 susvisé, les lieux autres que les locaux des ambassades ou postes consulaires dans lesquels sont ouverts des bureaux de vote pour l'élection à l'Assemblée des Français de l'étranger du 24 octobre 2010 sont désignés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 2010.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice adjointe
des Français à l'étranger
et de l'administration consulaire,*
O. SOUPISON

A N N E X E

PAYS	LIEUX D'OUVERTURE DE BUREAUX DE VOTE en application de la seconde phrase de l'alinéa 2 de l'article 32 du décret n° 84-252 du 6 avril 1984	AMBASSADES OU POSTES CONSULAIRES COMPÉTENTS pour organiser les opérations de vote
Etats-Unis d'Amérique	Boston, école internationale de Boston, 45 Matignon Road, Cambridge MA02140	Consulat général de France à Boston
Mexique	Mexico, lycée franco-mexicain, Avenida Homero, 1521 Colonia Polanco, 11 560 Mexico	Consulat général de France à Mexico

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Arrêté du 25 juin 2010 portant modification de l'arrêté du 7 juillet 2006 relatif au titre professionnel de cariste d'entrepôt

NOR : ECED1018004A

La ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi,
Vu les articles L. 335-5, L. 335-6 et R. 338-1 et suivants du code de l'éducation ;
Vu le décret n° 98-1084 du 2 décembre 1998, et notamment sa sous-section 5 ;
Vu l'arrêté du 9 mars 2006 relatif aux conditions de délivrance du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi ;
Vu l'arrêté du 7 juillet 2006 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2003 relatif au titre professionnel de cariste d'entrepôt ;
Vu le référentiel d'emploi, d'activités et de compétences du titre professionnel de cariste d'entrepôt ;
Vu le référentiel de certification du titre professionnel de cariste d'entrepôt ;
Vu l'avis de la commission professionnelle consultative transport logistique du 9 avril 2010,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 7 juillet 2006 susvisé est prorogé pour une durée de cinq ans à compter du 28 juillet 2010.

Art. 2. – Après l'article 2 de l'arrêté du 7 juillet 2006 susvisé, il est ajouté un article 2 *bis* ainsi rédigé :
« Pour l'inscription des candidats aux sessions de validation, l'organisme responsable de la session doit s'assurer de l'aptitude des candidats à conduire les engins prévus dans le référentiel certification. A cette fin, les candidats doivent fournir les documents suivants :

1° Une attestation d'aptitude médicale datant de moins d'un an pour la conduite des engins de manutention à conducteur porté visés dans le référentiel de certification ;

2° Et, pour les candidats issus d'un parcours de formation, une attestation de formation justifiant d'un minimum de 30 heures de conduite sur les chariots de manutention à conducteur porté visés dans le référentiel de certification ; cette attestation est établie par l'organisme ayant assuré la formation du candidat selon le modèle annexé au référentiel de certification du titre ;

3° Et, pour les candidats à la validation des acquis de l'expérience, les attestations de formation à la conduite des engins de manutention à conducteur porté visés dans le référentiel de certification établies par leurs employeurs et telles que prévues dans le décret du 2 décembre 1998 susvisé.

Préalablement à la session de validation, et pour la durée de celle-ci, l'organisme responsable de la session s'assure que le candidat connaît les lieux où se déroulera l'épreuve ainsi que les instructions de sécurité à respecter. »

Art. 3. – L'annexe au présent arrêté annule et remplace l'annexe de l'arrêté du 7 juillet 2006 susvisé.

Art. 4. – Le délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié ainsi que son annexe au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juin 2010.

Pour la ministre et par délégation :
*Le chef de la mission des politiques
de formation et de qualification
de la délégation générale à l'emploi
et à la formation professionnelle,*
I. POSTEL-VINAY

A N N E X E

INFORMATIONS REQUISES POUR L'INSCRIPTION DU TITRE PROFESSIONNEL
AU RÉPERTOIRE NATIONAL DES CERTIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Intitulé : cariste d'entrepôt.

Niveau : V.

Code NSF : 311 u (transport, manutention, magasinage).

Résumé du référentiel d'emploi

Sur une zone d'entreposage ou dans un entrepôt, le (la) cariste d'entrepôt effectue le stockage et le déstockage des unités de manutention (palettes, caisses...) à l'aide de chariots automoteurs de manutention à conducteur porté de catégories 3 et 5. Ces opérations visent à préserver et ranger les marchandises et à les mettre à disposition d'autres utilisateurs.

Il s'assure que l'engin est approprié aux marchandises à manipuler et effectue les contrôles et la maintenance de premier niveau des engins qu'il conduit. Il réalise efficacement les opérations de déplacement, de rangement et de chargement de véhicules. Une partie de ses activités s'effectue en travaillant en relais avec d'autres opérateurs de la zone (autres caristes d'entrepôts, préparateurs de commandes, manutentionnaires, réceptionnaires...).

Il (elle) enregistre les opérations effectuées dans le système d'information prévu.

Le (la) cariste d'entrepôt travaille généralement en équipe sur une zone d'évolution délimitée. Il (elle) travaille sous la responsabilité d'un chef d'équipe qui lui donne les instructions relatives aux opérations à réaliser ainsi que les consignes de réalisation.

Il (elle) peut être soumis à des niveaux sonores importants, à des poussières ou des températures négatives. Il (elle) travaille généralement en équipe, le plus souvent en horaire posté, avec une amplitude quotidienne qui peut être adaptée à la charge de travail.

L'emploi suppose une attention particulière aux règles de sécurité relatives à la circulation et à la manutention des charges, souvent pondéreuses.

**Capacités attestées et descriptif
des composantes de la certification**

*Réaliser et valider les opérations de stockage et déstockage en conduisant en sécurité
des chariots automoteurs de manutention à conducteur porté de catégories 3 et 5*

Vérifier l'adéquation du chariot à l'opération de manutention envisagée.

Réaliser les opérations de vérification et de maintenance de premier niveau sur des chariots de manutention industrielle de catégories 3 et 5, et alerter en cas d'anomalie.

Réaliser efficacement seul et en relais les opérations de manutention avec un chariot de catégorie 3 dans le respect des règles de qualité et de sécurité.

Réaliser efficacement seul et en relais les opérations de manutention avec un chariot de catégorie 5 dans le respect des règles de qualité et de sécurité.

Rechercher les informations et saisir les données relatives aux opérations dans le système informatique.

Repérer et signaler les anomalies sur les produits, les supports de charges, les espaces de stockage et lors des opérations de réception et d'expédition.

**Secteur d'activité ou types d'emploi accessibles
par le détenteur du titre**

Tous secteurs nécessitant le stockage en entrepôt : entreprises industrielles ou commerciales, plates-formes logistiques, prestataires logistiques, répartiteurs.

Code ROME :

N 1101 - Conduite d'engins de déplacement des charges

Réglementation de l'activité :

En application du décret n° 98-1084 du 2 décembre 1998, l'autorisation de conduite d'engin à conducteur porté est donnée par l'employeur à tout cariste ayant suivi une formation adaptée et déclaré apte après avis médical.

Pour l'utilisation d'engins de manutention à conducteur porté, la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAM-TS) recommande la détention du CACES® (recommandation R-389).

Le titre professionnel de cariste d'entrepôt dispense son titulaire de la détention des CACES® relatifs aux engins de catégories 3 et 5, définies par la CNAM-TS, pendant cinq ans à compter de la date d'obtention du titre.

Autorité responsable de la certification :

Ministère chargé de l'emploi.

Bases légales et réglementaires :

Articles L. 335-5 et suivants et R. 338-1 et suivants du code de l'éducation ;

Arrêté du 8 décembre 2008 (*JO* du 16 décembre 2008) relatif au règlement général des sessions de validation conduisant au titre professionnel du ministère chargé de l'emploi.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 29 juillet 2010 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture d'un examen professionnel de technicien de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales

NOR : IOCA1011646A

Par arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 29 juillet 2010, est autorisée au titre de l'année 2011 l'ouverture d'un examen professionnel en vue de l'établissement du tableau d'avancement au grade de technicien de classe exceptionnelle des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

La demande d'admission à concourir s'effectue au choix du candidat :

a) Soit par voie télématique sur le site internet du ministère de l'intérieur : www.interieur.gouv.fr, à la rubrique « A votre service, métiers et concours, filière SIC, catégorie B, Examen professionnel ».

La date limite de clôture des inscriptions par voie télématique est fixée au 28 septembre 2010, à 18 heures (heure de Paris), terme de rigueur.

Le candidat doit impérativement procéder à la validation de son inscription sur le service télématique dans le délai de rigueur pour que sa candidature soit regardée comme valable ;

b) Soit par voie postale.

Les modalités de retrait du formulaire d'inscription sont les suivantes :

- soit par téléchargement sur le site internet du ministère de l'intérieur : www.interieur.gouv.fr, à la rubrique « A votre service, métiers et concours, filière SIC, catégorie B, Examen professionnel », la date limite de retrait du formulaire d'inscription par téléchargement est fixée au 30 septembre 2010, à 18 heures (heure de Paris), terme de rigueur ;
- soit par demande écrite (en joignant à la demande une enveloppe format A4 affranchie à 1,35 € et libellée aux nom et adresse du candidat) aux adresses suivantes :
 - pour la métropole, auprès des secrétariats généraux pour l'administration de la police ou des délégations régionales : Lille (cité administrative, 1, rue de Tournai, BP 2012, 59012 Lille Cedex, téléphone : 03-20-62-48-80) ; Lyon (direction des ressources humaines, bureau du recrutement, 215, rue André-Philip, 69421 Lyon Cedex 03, téléphone : 04-72-84-54-58) ; Marseille (direction administrative, 299, chemin Sainte-Marthe, 13313 Marseille Cedex 14, téléphone : 04-95-05-92-22) ; Metz (direction administrative, bureau du recrutement, espace Riberpray, rue Belle-Isle, BP 51064, 57036 Metz Cedex 01, téléphone : 03-87-16-21-98) ; Toulouse (ZI en Jacca, 4, chemin de Bordeblanque, BP 30321, 31776 Colomiers Cedex, téléphone : 05-34-55-49-23) ; Tours (direction administrative, 30, rue du Mûrier, BP 10700, 37542 Saint-Cyr-sur-Loire Cedex, téléphone : 02-47-42-89-45) ;
 - pour l'outre-mer, auprès des préfectures suivantes : Guadeloupe (service du personnel, secrétariat général, palais d'Orléans, rue Lardenoy, 97109 Basse-Terre Cedex, téléphone : 05-90-99-38-22) ; Guyane (service des personnels et du budget, bureau des ressources humaines, rue Friedmond, BP 7008, 97307 Cayenne Cedex, téléphone : 05-94-39-46-28) ; Martinique (82, rue Victor-Sévère, 97262 Fort-de-France Cedex, téléphone : 05-96-39-36-13) ; La Réunion (place Barachais, 97405 Saint-Denis Cedex, téléphone : 02-62-40-76-23) ; haut-commissariat de la Polynésie française (bureau des ressources et des traitements, avenue Bruat, BP 115, 98713 Papeete, téléphone : 06-89-50-60-56) ; Saint-Pierre-et-Miquelon (place du Colonel-Pigeaud, BP 4200, 97500 Saint-Pierre, téléphone : 05-08-41-45-76) ; Mayotte (bureau des ressources humaines, BP 20, 97610 Dzaoudzi, téléphone : 02-69-63-51-25) ; haut-commissariat de Nouvelle-Calédonie (direction des ressources humaines, des moyens et de l'informatique, service formation recrutement, BP C 5, 98844 Nouméa Cedex, téléphone : 06-87-23-04-50) ;
 - pour tous, auprès du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, bureau du recrutement et de la promotion professionnelle, pôle concours, 27, cours des Petites-Ecuries, 77185 Lognes (téléphone : 01-60-37-13-17).

- soit par retrait sur place aux adresses indiquées dans le paragraphe précédent :
- soit auprès des secrétariats généraux pour l'administration de la police ou des délégations régionales : Lille, Lyon, Marseille, Metz, Toulouse, Tours ;
- soit auprès des préfectures suivantes : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Nouvelle-Calédonie ;
- soit auprès du bureau du recrutement et de la promotion professionnelle du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

La date limite de retrait du formulaire d'inscription par courrier ou retrait sur place est fixée au 23 septembre 2010, terme de rigueur.

Les modalités de transmission des demandes d'admission à concourir par voie postale sont les suivantes :

- pour les candidats résidant en province : les demandes d'admission à concourir devront être adressées au secrétariat général pour l'administration de la police ou à la délégation régionale du SGAP de leur choix (Lille, Lyon, Marseille, Metz, Toulouse et Tours) (cf. article 3) ;
- pour les candidats résidant dans les départements et collectivités d'outre-mer : les demandes d'admission à concourir devront être adressées à la préfecture de leur choix (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Nouvelle-Calédonie) (cf. article 3) ;
- pour les candidats résidant à Paris et en région Ile-de-France : les demandes d'admission à concourir devront être adressées au ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, SG/DRH/SDRF/BRPP, pôle concours, examen professionnel de technicien des SIC de classe exceptionnelle, 27, cours des Petites-Ecuries, 77185 Lognes (téléphone : 01-60-37-13-17).

Les demandes d'admission à concourir devront être accompagnées d'une enveloppe autocollante (format standard) affranchie au tarif « lettre » en vigueur, libellée aux nom et adresse du candidat.

Toute demande d'admission à concourir incomplète ou mal renseignée sera rejetée.

La date limite de clôture des inscriptions est fixée au 30 septembre 2010, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les pièces justificatives nécessaires devront être adressées au centre d'examen choisi par le candidat, au plus tard le 30 septembre 2010, le cachet de la poste faisant foi.

La date prévisionnelle de l'épreuve écrite d'admissibilité est fixée au 9 décembre 2010. Cette épreuve se déroulera dans les centres d'examen suivants : Lille, Lyon, Marseille, Metz, Tours, Toulouse et Arcueil (Val-de-Marne).

Dans la mesure où au moins une candidature y serait enregistrée, des centres d'examen seront ouverts dans les départements et les collectivités d'outre-mer suivants : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Nouvelle-Calédonie.

L'épreuve orale d'admission se déroulera à Lognes (Seine-et-Marne) aux dates prévisionnelles suivantes : entre le 15 mars 2011 et le 8 avril 2011.

La composition du jury et la liste des candidats autorisés à concourir feront l'objet d'arrêtés ultérieurs du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 10 août 2010 autorisant l'ouverture et fixant l'organisation d'un essai professionnel d'avancement à la hors-catégorie B dans la profession « ouvrier cuisinier qualifié » au titre de la session 2010

NOR : IOCC1021483A

Par arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 10 août 2010, est autorisée au titre de l'année 2010 l'ouverture d'un essai professionnel d'avancement à la hors-catégorie B dans la profession d'ouvrier cuisinier qualifié.

L'épreuve écrite d'admissibilité, organisée par le SGAP de Versailles, se déroulera le 21 octobre 2010. La date limite d'inscription est fixée au 7 octobre 2010, terme de rigueur.

Les candidats seront convoqués individuellement ; toutefois, le défaut de réception de la convocation ne saurait engager la responsabilité de l'administration.

Le dossier d'inscription, à retirer auprès du secrétariat des services ou à imprimer sur le site intranet de la DAPN à l'adresse suivante : <http://dapn.mi>, « rubrique actualités », est à renvoyer sous couvert de la voie hiérarchique au secrétariat général pour l'administration de la police de Versailles, bureau du recrutement, 24, rue Saint-Louis, BP 183, 78001 Versailles Cedex.

Les candidats déclarés admissibles seront convoqués à une épreuve pratique qui se déroulera à Vélizy (Yvelines) entre le 15 et le 19 novembre 2010.

Sont admis les ouvriers d'Etat spécialité « cuisinier » qui ont obtenu au moins la note 13/20.

Le nombre de postes fixé pour l'avancement s'établit à 4.

La composition du jury chargé d'apprécier les compétences des candidats et d'établir le classement des lauréats fera l'objet d'un arrêté ultérieur.

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 11 août 2010 portant modification de l'arrêté du 5 janvier 2006 relatif aux formations de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels

NOR : IOCE1021574A

Le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1983 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers ;

Vu le décret n° 90-851 du 25 septembre 1990 modifié portant statut particulier du cadre d'emploi des sapeurs-pompiers professionnels non officiers ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2000 modifié fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des services départementaux d'incendie et de secours ;

Vu l'arrêté du 4 janvier 2006 modifié relatif au schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;

Vu l'arrêté du 5 janvier 2006 modifié relatif aux formations de tronc commun des sapeurs-pompiers professionnels ;

Vu l'avis de la Commission nationale des services d'incendie et de secours en date du 30 juin 2010,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Il est inséré, après l'article 27 de l'arrêté du 5 janvier 2006 susvisé, un article 27 *bis* ainsi rédigé :

« Le sapeur-pompier professionnel non officier âgé de moins de 50 ans et reconnu, selon les modalités fixées par les textes en vigueur, en situation opérationnelle limitée de manière définitive à la suite d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service, peut bénéficier d'un avancement au grade de caporal, sergent ou adjudant, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Les avancements au grade de caporal, sergent ou adjudant doivent répondre aux conditions exigées par le décret n° 90-851 du 25 septembre 1990 susvisé.

Le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours fixe, après avis du comité technique paritaire, le nombre de postes et la nature des emplois susceptibles d'être tenus, sous réserve de compatibilité avec leur profil médical, par des agents reconnus en situation opérationnelle limitée.

Par dérogation aux articles 6 et 7 du présent arrêté, les formations d'adaptation aux grades de caporal, sergent et adjudant en situation opérationnelle limitée comprennent un module de tronc commun et la formation nécessaire à la tenue de l'emploi de spécialité correspondant à l'emploi devant être occupé, dont le contenu et les modalités de certification sont définis par le ministre chargé de la sécurité civile. »

Art. 2. – Les dispositions de l'article 1^{er} sont applicables pour une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. A l'issue de cette période, elles feront l'objet d'un rapport d'évaluation qui sera présenté à la conférence nationale des services d'incendie et de secours.

Art. 3. – Le directeur de la sécurité civile est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 août 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la sécurité civile,
A. PERRET

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 11 août 2010 autorisant l'ouverture au titre de l'année 2011 de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier-chef de police défini aux articles 15-1-1 et 24-I-1 du décret n° 2004-1439 du 23 décembre 2004

NOR : IOCC1021731A

Par arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 11 août 2010, est autorisée l'ouverture au titre de l'année 2011 de l'examen professionnel pour l'accès au grade de brigadier-chef de police.

Les secrétariats généraux pour l'administration de la police nationale de Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Versailles, la délégation régionale de Tours ainsi que les services administratifs et techniques de la police nationale de Basse-Terre, Cayenne, Fort-de-France, Saint-Denis de La Réunion, Mayotte, Nouméa, Papeete et Saint-Pierre-et-Miquelon sont chargés de la gestion des inscriptions et des modalités d'organisation de l'examen.

Les candidats pourront s'inscrire auprès des services précités ou sur le site internet du ministère : www.interieur.gouv.fr.

La date limite de dépôt ou d'envoi des dossiers est fixée au 30 septembre 2010 (le cachet de la poste faisant foi). Les candidats pourront s'inscrire en ligne sur le site internet du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales (www.interieur.gouv.fr) jusqu'au 23 septembre 2010, à 18 heures (heure de Paris).

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Arrêté du 4 août 2010 fixant les taux des droits de scolarité dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et dans les instituts universitaires de formation des maîtres

NOR : ESRS1016166A

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-1, L. 713-9, L. 719-4, L. 721-1, D. 123-12, D. 123-13 et D. 123-14 ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article D. 4151-8 ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles R. 381-15 et suivants ;

Vu la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951, notamment son article 48 ;

Vu le décret n° 71-376 du 13 mai 1971 modifié relatif à l'inscription des étudiants dans les universités et les établissements publics à caractère scientifique et culturel indépendants des universités, notamment ses articles 2, 5 et 6 ;

Vu le décret n° 84-13 du 5 janvier 1984 relatif à l'exonération des droits de scolarité dans les universités ;

Vu le décret n° 85-694 du 4 juillet 1985 modifié relatif aux services de documentation des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale, notamment son article 7 ;

Vu le décret n° 85-1243 du 26 novembre 1985 modifié portant création d'instituts et d'écoles internes dans les universités et les instituts nationaux polytechniques, notamment son article 9-1 ;

Vu le décret n° 90-867 du 28 septembre 1990 modifié fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts universitaires de formation des maîtres ;

Vu le décret n° 91-321 du 27 mars 1991 modifié relatif à l'organisation des services de documentation des établissements d'enseignement supérieur des académies de Paris, Créteil et Versailles relevant du ministère de l'éducation nationale, notamment son article 5 ;

Vu le décret n° 2002-482 du 8 avril 2002 portant application au système français d'enseignement supérieur de la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur, modifié par le décret n° 2004-703 du 13 juillet 2004 ;

Vu le décret n° 2002-654 du 30 avril 2002 relatif à la rémunération de services de formation proposés dans le cadre de leur mission de coopération internationale par les établissements publics d'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 22 avril 1988 relatif au montant des frais annuels de scolarité exigés des candidats au diplôme d'Etat de sage-femme,

Arrêtent :

TITRE I^{er}

TAUX APPLICABLES AUX DIPLÔMES CONDUISANT AU GRADE DE LICENCE

Art. 1^{er}. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur pour la préparation d'un diplôme national délivré au cours des études conduisant au grade de licence est fixé à 174 €.

Le taux réduit correspondant au droit de scolarité défini à l'alinéa précédent est fixé à 116 €.

Art. 2. – Les diplômes nationaux délivrés au cours des études conduisant au grade de licence sont notamment les suivants :

- capacité en droit ;
- diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) ;

- diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST) ;
- diplôme d'études universitaires générales (DEUG) ;
- diplôme universitaire de technologie (DUT) ;
- diplôme national de technologie spécialisé (DNST) ;
- diplôme d'études universitaires générales délivré dans le cadre des instituts universitaires professionnalisés ;
- licence ;
- licence professionnelle ;
- licence délivrée dans le cadre des instituts universitaires professionnalisés.

TITRE II

TAUX APPLICABLES AUX DIPLÔMES CONDUISANT AU GRADE DE MASTER

Art. 3. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur pour la préparation d'un diplôme national délivré au cours des études conduisant au grade de master est fixé, sous réserve des dispositions prévues à l'article 5 du présent arrêté, à 237 €.

Le taux réduit correspondant au droit de scolarité défini à l'alinéa précédent est fixé à 157 €.

Art. 4. – Les diplômes nationaux délivrés au cours des études conduisant au grade de master sont les suivants :

- maîtrise ;
- maîtrise de sciences et techniques ;
- maîtrise de sciences de gestion ;
- maîtrise de méthodes informatiques appliquées à la gestion ;
- maîtrise délivrée dans le cadre des instituts universitaires professionnalisés ;
- master (professionnel et recherche) ;
- diplôme d'études supérieures spécialisées ;
- diplôme d'études approfondies ;
- diplôme de recherche technologique ;
- diplôme national d'œnologie.

Art. 5. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur pour la préparation du diplôme d'ingénieur est fixé à 564 €.

TITRE III

TAUX APPLICABLE AU DOCTORAT

Art. 6. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur pour la préparation du doctorat est fixé à 359 €.

Le taux réduit correspondant au droit de scolarité défini au premier alinéa est fixé à 239 €.

TITRE IV

TAUX APPLICABLE À L'HABILITATION À DIRIGER DES RECHERCHES

Art. 7. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur pour l'habilitation à diriger des recherches est fixé à 359 €.

Le taux réduit correspondant au droit de scolarité défini au premier alinéa est fixé à 239 €.

TITRE V

TAUX APPLICABLES AUX DIPLÔMES DE MÉDECINE, PHARMACIE, ODONTOLOGIE, MAÏEUTIQUE ET PARAMÉDICAUX

Art. 8. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté par les étudiants pour le premier cycle des études médicales, de pharmacie et de chirurgie dentaire et pour la première année du deuxième cycle des études médicales, de pharmacie et de chirurgie dentaire est fixé à 174 €.

Le taux réduit correspondant au droit de scolarité défini à l'alinéa précédent est fixé à 116 €.

Art. 9. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté par les étudiants au cours du deuxième cycle des études médicales et à partir de la deuxième année de ce cycle est fixé à 237 €.

Le taux annuel du droit de scolarité acquitté par les étudiants à partir de la deuxième année du deuxième cycle des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie est fixé à 237 €.

Le taux annuel du droit de scolarité acquitté par les étudiants à partir de la deuxième année du deuxième cycle des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire est fixé à 237 €.

Le taux réduit correspondant au droit de scolarité défini aux alinéas précédents est fixé à 157 €.

Art. 10. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur pour la préparation des diplômes nationaux suivants est fixé à 474 € :

- diplôme d'Etat de docteur en médecine, formation spécifique en médecine générale ;
- certificat d'études supérieures de chirurgie dentaire ;
- certificat d'études cliniques spéciales, mention orthodontie ;
- diplôme d'études supérieures de chirurgie buccale ;
- attestation d'études approfondies en chirurgie dentaire ;
- diplôme d'études spécialisées de médecine, de pharmacie et de biologie médicale ;
- diplôme d'études spécialisées complémentaires de médecine et de biologie médicale ;
- capacité de médecine.

Art. 11. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur pour la préparation du diplôme de sage-femme est fixé à 237 €.

Art. 12. – Les étudiants inscrits en première année de troisième cycle de médecine qui se sont acquittés de leurs droits de scolarité en début d'année universitaire ne sont pas soumis à de nouveaux droits quand ils changent d'établissement en cours d'année pour accomplir leur formation dans l'une des disciplines de l'internat.

Art. 13. – Lorsqu'ils n'ont pas soutenu leur thèse, les internes et les résidents en médecine qui ont validé le troisième cycle de médecine spécialisée ou générale, les internes en pharmacie qui ont validé le troisième cycle de spécialisation en pharmacie ainsi que les internes en odontologie qui ont validé le troisième cycle approfondi en odontologie acquittent, lors de leur inscription universitaire en vue de la soutenance de la thèse, le montant du droit annuel de scolarité fixé à 359 €.

Le taux réduit correspondant au droit de scolarité défini à l'alinéa précédent est fixé à 239 €.

Les étudiants qui s'inscrivent en thèse en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de docteur vétérinaire acquittent un droit annuel de scolarité fixé à 157 €.

Art. 14. – Les étudiants qui s'inscrivent pour la préparation d'un diplôme d'études spécialisées complémentaires de médecine ou de biologie médicale, du certificat d'études cliniques spéciales mention orthodontie ou du diplôme d'études supérieures de chirurgie buccale pendant l'internat acquittent un droit annuel de scolarité réduit dont le taux est fixé à 157 €.

Art. 15. – Les étudiants inscrits pour la préparation de la capacité de médecine acquittent le droit de scolarité fixé à l'article 10 du présent arrêté selon les modalités suivantes :

237 € au moment de l'inscription ;

237 € après les résultats de l'examen probatoire.

Seuls les étudiants admis à poursuivre la préparation de la capacité de médecine règlent la seconde partie du droit.

Art. 16. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur pour la préparation du certificat de capacité d'orthoptiste est fixé à 316 €.

Art. 17. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur pour la préparation du diplôme d'Etat d'audioprothésiste est fixé à 440 €.

Art. 18. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur pour la préparation du certificat de capacité d'orthophoniste est fixé à 508 €.

Art. 19. – Le taux annuel du droit de scolarité acquitté dans les établissements publics d'enseignement supérieur pour la préparation du diplôme d'Etat de psychomotricien est fixé à 1 218 €.

TITRE VI

TAUX APPLICABLES DANS LES INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE FORMATION DES MAÎTRES

Art. 20. – Le taux du droit annuel de scolarité acquitté par les étudiants de première année dans les instituts universitaires de formation des maîtres relevant du décret du 26 novembre 1985 ou du décret du 28 septembre 1990 susvisés est fixé à 237 €.

Le conseil d'administration de l'institut universitaire de formation des maîtres relevant du décret du 28 septembre 1990 susvisé et celui de l'université pour les instituts universitaires de formation des maîtres relevant de l'article L. 713-9 du code de l'éducation fixent la part du droit de scolarité affectée au service de documentation et la part du droit de scolarité réservée au fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes, qui ne peuvent être inférieure aux montants prévus à l'article 22 du présent arrêté.

Art. 21. – Les étudiants des instituts universitaires de formation des maîtres qui s'inscrivent dans l'une des universités de rattachement de ces établissements pour la préparation d'un diplôme conduisant au grade de master acquittent le droit de scolarité correspondant à ce diplôme au taux réduit.

TITRE VII

DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 22. – La part du droit de scolarité affectée au service commun de documentation est fixée par le conseil d'administration de l'établissement. Elle ne peut être inférieure à 31 €.

La part du droit de scolarité réservée au financement du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes est fixée par le conseil d'administration de l'établissement. Elle ne peut être inférieure à 15 €.

Art. 23. – Lorsqu'un étudiant s'inscrit dans plusieurs des établissements visés par le présent arrêté, afin de postuler simultanément plusieurs diplômes distincts, il acquitte, à raison de chaque diplôme, les droits prévus par le présent arrêté.

Art. 24. – Lorsqu'un étudiant s'inscrit, dans un même établissement, à la préparation de plusieurs diplômes, il acquitte le premier droit au taux plein et les autres droits au taux réduit défini au cas par cas.

Lorsque les droits de scolarité qui doivent être acquittés ont des taux différents, le droit acquitté en premier est celui dont le taux est le plus élevé.

Par dérogation aux deux alinéas précédents, les étudiants qui sont autorisés, sans avoir totalement validé une année d'études, à s'inscrire dans l'année d'études souhaitée acquittent seulement les droits afférents à l'année d'études dans laquelle ils ont été autorisés à s'inscrire.

Art. 25. – Lorsqu'un étudiant inscrit en première année de diplôme d'études universitaires générales bénéficie, à l'issue du semestre initial, d'une réorientation au sein du même établissement, cet étudiant n'acquitte pas un nouveau droit de scolarité.

En cas de réorientation de l'étudiant inscrit en première année de diplôme d'études universitaires générales dans un autre établissement visé par le présent arrêté, l'établissement de départ reverse la moitié du droit de scolarité correspondant à l'établissement d'accueil. Dans ce cas, l'inscription prise dans l'établissement de départ est valable dans l'établissement d'accueil.

Art. 26. – Lorsque la préparation d'un diplôme visé dans le présent arrêté est organisée conjointement par deux établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur les étudiants qui s'y inscrivent acquittent le droit de scolarité auprès de l'établissement désigné par la convention de collaboration conclue entre les établissements concernés.

Art. 27. – Le transfert d'une inscription entre deux établissements visés par le présent arrêté, en application de l'article 13 du décret du 13 mai 1971 susvisé, entraîne de plein droit le remboursement du droit de scolarité correspondant, sous réserve d'une somme de 21 € restant acquise à l'établissement au titre des actes de gestion nécessaires à l'inscription et à son transfert.

Art. 28. – Le droit de scolarité est annuel. Toutefois, les établissements, lorsque le parcours de formation de l'étudiant le justifie, peuvent percevoir les droits de scolarité par semestre correspondant à la moitié des taux fixés par le présent arrêté.

Art. 29. – Les étudiants sont exonérés du paiement du ou des droits de scolarité dans les conditions prévues par le décret du 5 janvier 1984 susvisé.

Art. 30. – Le conseil d'administration des établissements visés par le présent arrêté détermine les taux annuels des droits exigés pour l'inscription à la préparation des diplômes propres à chaque établissement.

Art. 31. – L'arrêté du 30 juillet 2009 fixant les taux des droits de scolarité dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et l'arrêté du 30 juillet 2009 fixant le taux du droit de scolarité dans les instituts universitaires de formation des maîtres sont abrogés.

Art. 32. – Le présent arrêté prend effet à compter de l'année universitaire 2010-2011 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 août 2010.

*La ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche,*
VALÉRIE PÉCRESSE

*Le ministre du budget, des comptes publics
et de la réforme de l'État,*
FRANÇOIS BAROIN

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Décision du 16 août 2010 modifiant la décision du 9 juillet 2010 portant délégation de signature (direction du renseignement militaire)

NOR : DEFD1021825S

Le directeur du renseignement militaire,

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2009-1178 du 5 octobre 2009 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la défense ;

Vu l'arrêté du 16 février 2010 portant organisation et fonctionnement de la direction du renseignement militaire ;

Vu la décision du 9 juillet 2010 portant délégation de signature (direction du renseignement militaire),

Décide :

Art. 1^{er}. – L'article 3 de la décision du 9 juillet 2010 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3. – Délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du ministre de la défense, dans le cadre des attributions du service, toutes pièces justificatives relatives aux dépenses et aux opérations de régularisation, notamment tous documents comptables relatifs à l'engagement, à la liquidation et à l'ordonnancement de la dépense, à :

1. M. le commissaire lieutenant-colonel Eric Bartlett, chef du bureau "gestion financière et marchés" de la sous-direction des moyens, à compter du 1^{er} septembre 2010 ;

2. Mme Irène Pédro, attachée d'administration du ministère de la défense, adjointe au chef du bureau "gestion financière et marchés" de la sous-direction des moyens, à compter du 1^{er} septembre 2010 ;

3. Mme Isabelle Wattel, secrétaire administrative du ministère de la défense, chef de la section finances du bureau "gestion financière et marchés" de la sous-direction des moyens, à compter du 1^{er} septembre 2010 ;

4. M. Christophe Suter, secrétaire administratif du ministère de la défense, chef de la section déplacements du bureau "gestion financière et marchés" de la sous-direction des moyens, uniquement pour ce qui concerne les déplacements temporaires du personnel. »

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 août 2010.

D. BOLELLI

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Décision du 16 août 2010 portant délégation de signature en matière de marchés publics (direction du renseignement militaire)

NOR : DEFD1021827S

Le directeur du renseignement militaire,

Vu le code des marchés publics ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment son article 3 ;

Vu le décret n° 2009-1178 du 5 octobre 2009 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la défense ;

Vu l'arrêté du 16 février 2010 portant organisation et fonctionnement de la direction du renseignement militaire,

Décide :

Art. 1^{er}. – Délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du ministre de la défense, les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux, dans la limite du seuil des marchés passés selon la procédure adaptée, telle que définie au II de l'article 26 du code des marchés publics susvisé, à compter du 1^{er} septembre 2010, à :

1. M. le commissaire lieutenant-colonel Eric Bartlett, chef du bureau « gestion financière et marchés » de la sous-direction des moyens, dans la limite des attributions du bureau gestion financière et marchés ;

2. Mme Irène Pétro, attachée d'administration du ministère de la défense, adjointe au chef du bureau « gestion financière et marchés » de la sous-direction des moyens.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 août 2010.

D. BOLELLI

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Décision du 16 août 2010 portant délégation de signature (état-major de la marine)

NOR : DEFD1021818S

Le major général de la marine,

Vu le code de la défense, notamment les articles R. 3223-1 à R. 3223-8 ;

Vu le décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement, notamment son article 3 ;

Vu l'arrêté du 22 août 2006 portant organisation de l'état-major de la marine et des organismes directement subordonnés au chef d'état-major de la marine ;

Vu l'arrêté du 22 août 2006 portant organisation en bureaux de l'état-major de la marine,

Décide :

Art. 1^{er}. – Délégation est donnée à l'effet de signer, au nom du ministre de la défense, tous actes, arrêtés et décisions, à l'exclusion des décrets, à :

1. M. l'ingénieur général de l'armement Christian Hérou, adjoint au sous-chef d'état-major « plans et programmes », dans la limite des attributions du sous-chef ;

2. M. le contre-amiral Bernard Depardon, autorité de coordination pour les affaires nucléaires, la prévention et la protection de l'environnement, dans la limite de ses attributions ;

3. M. le capitaine de vaisseau Antoine de Roquefeuil, adjoint au sous-chef d'état-major « ressources humaines », dans la limite des attributions du sous-chef ;

4. M. le contre-amiral Georges Bosselut, autorité de coordination de la fonction garde-côtes et des affaires internationales, dans la limite de ses attributions ;

5. M. le commissaire en chef Jérôme Deschard, adjoint « administration-réglementation » au sous-chef d'état-major « soutiens et finances », dans la limite des attributions du sous-chef ;

6. M. le capitaine de vaisseau Bruno Thouvenin, officier de cohérence d'armée-marine auprès du sous-chef d'état-major « plans et programmes », dans la limite des attributions du sous-chef ;

7. M. le capitaine de vaisseau Claude Chauffrein, adjoint « soutiens » au sous-chef d'état-major « soutiens et finances », dans la limite des attributions du sous-chef ;

8. M. le capitaine de vaisseau Olivier Coupry, chef de l'état-major des opérations auprès du sous-chef d'état-major « opérations aéronavales », dans la limite des attributions du sous-chef.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 août 2010.

B. CHOMEL DE JARNIEU

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Arrêté du 11 août 2010 modifiant l'arrêté du 18 septembre 2006 fixant la liste des centres hospitaliers régionaux prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1^o et 7^o) de la loi du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1020767A

Le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique, la ministre de la santé et des sports, le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat et le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique,

Vu l'arrêté du 2 août 2005 modifié portant application du décret n° 2005-932 du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1^o et 7^o) de la loi du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu l'arrêté du 18 septembre 2006 fixant la liste des centres hospitaliers régionaux prévue à l'article 1^{er} de l'arrêté du 2 août 2005 relatif au régime indemnitaire des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1^o et 7^o) de la loi du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'article 1^{er} de l'arrêté du 18 septembre 2006 susvisé est ainsi rédigé :

« La liste des centres hospitaliers régionaux dont les directeurs adjoints, responsables d'hôpital, de groupement ou de sites ou de pôles, peuvent percevoir la prime de fonction dont les montants annuels sont répertoriés à l'article 1^{er} de l'arrêté du 2 août 2005 susvisé est, pour chacun des sites, groupements ou pôles concernés, la suivante :

CHR CONCERNÉS	NOM DES SITES OU GROUPEMENTS hospitaliers retenus	NOM DES PÔLES HOSPITALIERS RETENUS
Nice (06).	Hôpital de l'Archet. Hôpital de Cimiez. Hôpital Pasteur. Hôpital Saint-Roch.	
Assistance publique-hôpitaux de Marseille (13).	Hôpital de la Timone. Hôpital Nord. Hôpital de la Conception. Hôpitaux Sud.	Ressources humaines. Affaires financières. Services économiques et logistiques. Equipements, travaux et services techniques.
Caen (14).		Secrétariat général en charge de la coordination du pôle fonctionnel
Besançon (25).		Ingénierie et logistique. Projets, recherche et affaires médicales. Ressources humaines et soins. Finances, systèmes d'informations et relations usagers.
Nîmes (30).	Centres de gérontologie de Serre-Cavalier et Ruffi. Centre médical du Grau-du-Roi. Groupe hospitalo-universitaire de Carémeau.	Recherche et développement. Politiques sociales et du soin. Evaluation, finances et information clientèle. Ressources matérielles.

CHR CONCERNÉS	NOM DES SITES OU GROUPEMENTS hospitaliers retenus	NOM DES PÔLES HOSPITALIERS RETENUS
Bordeaux (33).	Groupe hospitalier Pellegrin. Groupe hospitalier Sud. Saint-André.	Biologie et pathologie, anatomique et imagerie médicale. Neurosciences cliniques, médecine et urgences adultes. Orthopédie traumatologie, spécialités chirurgicales et chirurgie. Gynécologie obstétrique, reproduction, pédiatrie et médico-judiciaire. Cardio-thoracique et gériatrie clinique. Hépatogastrologie nutrition et médecine. Hépatogastro-entérologie et médecine d'urgence. Onco-radiothérapie, soins palliatifs et médecine spécialisée. Affaires financières et analyse médico-économique. Affaires médicales. Ressources humaines.
Montpellier (34).	Hôpitaux de la Colombière, Bellevue et Balmes. Hôpitaux Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve. Hôpitaux Saint-Eloi et Gui de Chauliac et centre de soins, d'enseignement et de recherches dentaires.	Pôle opérationnel offres de soins. Prestataires de service. Politique médicale, qualité, recherche et développement. Biologie, pathologie et psychiatrie. Cliniques médicales, neurosciences têtes et cou et digestif. Cœur, poumons, enfants, naissance et pathologies de la femme. Gériatrie et pharmacie. Os et articulations, reins, hypertension artérielle, endocrinologie métabolique, brûlés et urgences.
Rennes (35).		Ressources humaines. Ressources médicales. Finances et systèmes d'information. Ingénierie et logistique. Qualité, gestion des risques, affaires juridiques et relations avec les usagers. Urgences, médecine interne et gériatrie. Thoracique, vasculaire et métabolique. Neurosciences, abdomen et spécialités médicales. Femme, enfant et filière cancérologie. Appareil locomoteur, odontologie, anesthésie-réanimation et soins de support. Pharmacie, stérilisation, imagerie et explorations fonctionnelles. Biologie, molécules, cellules-tissus et micro-organismes.
Grenoble (38).	Couple-enfant. Sud.	Médecine Michallon. Médico-techniques. Recherche santé publique. Chirurgie Michallon.
Saint-Etienne (42).	Hôpital Nord. Hôpitaux de Bellevue et de la Charité.	Pôles médico-techniques.
Nantes (44).		Plate-forme 1 : médecine, ostéo-articulaire et institut des maladies de l'appareil digestif. Plate-forme 2 : mère/enfant, tête et cou, odontologie. Plate-forme 3 : institut du thorax, institut de transplantation-urologie-néphrologie et neurosciences. Plate-forme 4 : cancérologie et gériatrie. Plate-forme 5 : urgences, psychiatrie et médecine physique et réadaptation. Plate-forme 6 : blocs opératoires, imagerie et anesthésie-réanimations.
Angers (49).		Patients. Projets. Ressources. Logistique.
Reims (51).	Maison Blanche, American Memorial Hospital et facturation T2A. Robert Debré et logistique du site central. Sébastopol, Rousselet, Capucins, Roederer-Boisseau, Wilson et Roux.	Ressources humaines, relations sociales, formation et écoles. Logistique, équipements, infrastructure et achats. Affaires financières et système d'information. Stratégie, recherche, clientèle, qualité et gestion des risques. Pôles médicaux transversaux, plateau technique et contrôle de gestion.
Nancy (54).	Hôpital central. Hôpital Jeanne d'Arc. Hôpital de Brabois. Hôpitaux Maringer, Villemin, Fournier et de Saint-Julien.	

CHR CONCERNÉS	NOM DES SITES OU GROUPEMENTS hospitaliers retenus	NOM DES PÔLES HOSPITALIERS RETENUS
Metz-Thionville (57).		Stratégie et affaires médicales. Ressources humaines. Finances et contractualisation. Investissements et logistiques.
Lille (59).		Direction de la stratégie en charge des directions déléguées aux pôles d'activité. Secrétariat général chargé des pôles de gestion.
Clermont-Ferrand (63).	Hôpital Gabriel Montpied. Nouvel hôpital Estaing et hôtel-Dieu.	
Hospices civils de Lyon (69).		Ressources humaines. Affaires médicales. Système d'information. Ressources financières et contrôle de gestion. Affaires économiques, logistiques et équipements. Stratégie, partenariats et réseaux. Organisation, qualité, gestion des risques et usagers, Directeur délégué auprès du directeur général.
Assistance publique-Hôpitaux de Paris (75).	Direction du siège. Achats centraux, hôteliers et alimentaires. Agence générale des équipements et produits de santé. Centre de formation et de développement des compétences. Hospitalisation à domicile. Groupe hospitalier Broca-La Rochefoucauld-La Collégiale. Groupe hospitalier Charles Foix-Jean Rostand. Groupe hospitalier hôtel-Dieu - La Garancière - J. Delibéros. Groupe hospitalier Joffre-Dupuytren. Groupe hospitalier Raymond Poincaré-Berck. Groupe hospitalier Trousseau - La Roche-Guyon. Hôpital Ambroise Paré. Hôpital Antoine Béchère. Hôpital Beaujon. Hôpital Bretonneau. Hôpital Charles Richet. Hôpital Corentin Celton. Hôpital Emile Roux. Hôpital Georges Clémenceau. Hôpital Hendaye. Hôpital Jean Verdier. Hôpital Louis Mourier. Hôpital Paul Brousse. Hôpital René Muret-Bigottini. Hôpital Robert Debré. Hôpital Rothschild. Hôpital Sainte-Périne - Chardon-Lagache. Hôpital San Salvador. Hôpital Vaugirard-Gabriel Pallez. Hôpital Villemin-Paul Doumer.	Sécurité-maintenance-service, service central des ambulances et service central des blanchisseries
Rouen (76).	Saint Julien. Oissel-Boucicaut-Ehpad. Charles Nicolle. Bois-Guillaume.	Stratégie médicale. Investissement. Qualité et prestations de services. Ressources et activités. Pôle femme-mère-enfant et tête-cou. Pôle biologie clinique et pharmacie. Pôle réanimation-anesthésie-SAMU et imagerie médicale. Pôle viscéral et thorax-vaisseaux. Pôle ostéo-articulaire, revêtements cutanés et médecine.
Amiens (80).		Finances et contractualisation. Pôle support. Ressources humaines.
Poitiers (86).	Hôpital Jean Bernard. Hôpital La Milétrie. Hôpital Pasteur.	Direction générale et stratégie. Campus et université. Ressources matérielles de l'ingénierie et de l'informatique. Ressources humaines. Finances, activité et contractualisation.

CHR CONCERNÉS	NOM DES SITES OU GROUPEMENTS hospitaliers retenus	NOM DES PÔLES HOSPITALIERS RETENUS
Limoges (87).		Ressources humaines, organisation des soins et qualité. Activité, finances et contractualisation. Achats, investissements, logistique et système d'information. Cœur, poumons, reins et médecines aiguës spécialisées. Urgences, réanimation et anesthésie-SAMU. Médico-technique et tête-cou. Oncologie et locomoteur ou ostéo-articulaire.
Fort-de-France (972).	Centre Emma Ventura.	Logistique. Finances. Organisation médicale et qualité. Ressources humaines.
La Réunion (974).	Centre hospitalier Félix Guyon. Groupe hospitalier Sud-Réunion.	

Art. 2. – Le présent arrêté prendra effet pour l'évaluation effectuée pour l'année 2009 des personnels de direction concernés.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 août 2010.

La ministre de la santé et des sports,
Pour la ministre et par délégation :
Par empêchement de la directrice générale
de l'offre de soins :
La sous-directrice
des ressources humaines
du système de santé,
E. QUILLET

Le ministre du travail, de la solidarité
et de la fonction publique,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'administration
et de la fonction publique :
La chef de service,
M.-A. LEVEQUE

Le ministre du budget, des comptes publics
et de la réforme de l'Etat,
Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
Le sous-directeur,
E. QUERENET DE BREVILLE

Le secrétaire d'Etat
chargé de la fonction publique,
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'administration
et de la fonction publique :
La chef de service,
M.-A. LEVEQUE

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Arrêté du 9 août 2010 modifiant l'arrêté du 10 avril 2008 relatif au dispositif intégré en faveur du pastoralisme mis en œuvre dans le cadre du plan de soutien à l'économie agro-sylvo-pastorale pyrénéenne

NOR : AGRT1012135A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat et le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;

Vu le règlement (CE) n° 1974/2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005 ;

Vu le règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil en ce qui concerne la tenue des comptes des organismes payeurs, les déclarations de dépenses et de recettes et les conditions de remboursement des dépenses dans le cadre du FEAGA et du FEADER ;

Vu le règlement (CE) n° 883/2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1290/2005 du Conseil ;

Vu le règlement (CE) n° 482/2009 de la Commission du 8 juin 2009 modifiant le règlement (CE) n° 1974/2006 et le règlement (CE) n° 883/2006 ;

Vu l'arrêté du 10 avril 2008 modifié relatif au dispositif intégré en faveur du pastoralisme mis en œuvre dans le cadre du plan de soutien à l'économie agro-sylvo-pastorale pyrénéenne,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 10 avril 2008 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 et 3 du présent arrêté.

Art. 2. – L'article 14 est ainsi modifié :

1° Aux deuxième, troisième et quatrième alinéas, les mots : « au titre du chien de protection » sont remplacés par les mots : « au titre de l'acquisition et de la stérilisation du chien de protection ».

2° Le dernier alinéa est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsque la gestion pastorale assure la mise en œuvre des dispositifs de protection et de prévention des prédateurs, les frais liés à l'entretien du chien de protection sont pris en charge à hauteur de 652 euros par chien, dans la limite de cinq chiens.

Par dérogation aux alinéas 2 à 4 du présent article, le travail de surveillance du troupeau effectué par l'éleveur est pris en charge sur la base d'un forfait d'aide établi en fonction de la catégorie de troupeau et défini en annexe du présent arrêté. »

Art. 3. – L'annexe est remplacée par les dispositions suivantes :

PLAFONDS ET FORFAITS DE DÉPENSES ÉLIGIBLES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS RELEVANT DE LA BONNE CONDUITE DES TROUPEAUX

INVESTISSEMENTS	PLAFOND GLOBAL de dépenses éligibles (2008-2013)
CLÔTURE MOBILE Acquisition de moyens de contention : – électrificateur ; – clôtures mobiles.	Troupeaux collectifs : 10 000 € Troupeaux individuels : 5 000 €

INVESTISSEMENTS		PLAFOND de dépenses éligibles
CHIEN DE PROTECTION	Acquisition	375 € par chien dans la limite de 5 chiens (1)
	Stérilisation	250 €
(1) Le préfet pourra à titre exceptionnel autoriser le remplacement, au-delà du plafond, d'un chien reconnu agressif et présentant de ce fait un danger.		

GARDIENNAGE		PLAFONDS d'aide mensuel	FORFAIT MENSUEL
Salarié		2 200 €	
Prestataire de service		1 100 €	
Eleveur gardien	Gardiennage à temps plein en gestion pastorale non associée à des pratiques spécifiques		400 €
	Gardiennage à temps plein en gestion pastorale permettant la prise en compte des enjeux Natura 2000 ou assurant la mise en œuvre de dispositifs de protection et de prévention des prédatations		620 €

PLAFONDS APPLICABLES AU DIAGNOSTIC PASTORAL ET À L'ANALYSE DE VULNÉRABILITÉ

ÉTUDES	PLAFOND de dépenses éligibles
Diagnostic pastoral	6 000 €
Diagnostic pastoral + Analyse de vulnérabilité	6 000 € + 2 000 €
Analyse de vulnérabilité	4 000 €

Art. 4. – Le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, le directeur général des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche et le directeur du budget du ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 août 2010.

*Le ministre de l'alimentation,
de l'agriculture et de la pêche,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général adjoint,
E. ALLAIN*

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,
de l'énergie, du développement durable et de la mer,
en charge des technologies vertes
et des négociations sur le climat,
Pour le ministre et par délégation :
La directrice de l'eau
et de la biodiversité,
O. GAUTHIER*

*Le ministre du budget, des comptes publics
et de la réforme de l'État,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,

A. PHÉLEP

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Arrêté du 11 août 2010 modifiant l'arrêté du 6 octobre 2004 relatif aux conditions d'autorisation et d'utilisation de la mention « emploi autorisé dans les jardins » pour les produits phytopharmaceutiques

NOR : AGRG1021558A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, la ministre de la santé et des sports et le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment le chapitre III du titre V du livre II ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 2004 relatif aux conditions d'autorisation et d'utilisation de la mention « emploi autorisé dans les jardins » pour les produits phytopharmaceutiques,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Le dernier alinéa de l'article 6 de l'arrêté du 6 octobre 2004 susvisé est supprimé.

Art. 2. – L'article 8 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 8. – Tout conditionnement associant plusieurs rodenticides bénéficiant de la mention "emploi autorisé dans les jardins" est interdit. »

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 août 2010.

*Le ministre de l'alimentation,
de l'agriculture et de la pêche,*

Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale de l'alimentation,
P. BRIAND

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,
de l'énergie, du développement durable et de la mer,
en charge des technologies vertes
et des négociations sur le climat,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
de la prévention des risques,*

L. MICHEL

*La ministre de l'économie,
de l'industrie et de l'emploi,*

Pour la ministre et par délégation :
*La directrice générale de la concurrence,
de la consommation
et de la répression des fraudes,*
N. HOMOBONO

La ministre de la santé et des sports,

Pour la ministre et par délégation :

*La sous-directrice de la prévention
des risques liés à l'environnement
et à l'alimentation,*

J. BOUDOT

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

Arrêté du 11 août 2010 portant admission à la retraite (administrateurs civils)

NOR : PRMG1021416A

Par arrêté du Premier ministre en date du 11 août 2010, M. Bourgeois (Guy), administrateur civil hors classe, en position hors cadres, rattaché pour sa gestion au ministère de l'éducation nationale et au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, est, à compter du 1^{er} janvier 2011, réintégré dans le corps des administrateurs civils et admis, pour ancienneté d'âge et de services, à faire valoir ses droits à la retraite.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER, EN CHARGE DES TECHNOLOGIES VERTES ET DES NÉGOCIATIONS SUR LE CLIMAT

**Arrêté du 16 août 2010 mettant fin aux fonctions et portant nomination
du directeur général de l'Etablissement public d'aménagement de la Plaine du Var**

NOR : DEVU1020826A

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, et du secrétaire d'Etat chargé du logement et de l'urbanisme en date du 16 août 2010 :

Il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'Etablissement public d'aménagement de la Plaine du Var de M. Thierry BAHUGNE à compter du 6 septembre 2010.

M. Marc PONS de VINCENT est nommé directeur général de l'Etablissement public d'aménagement de la Plaine du Var à compter du 6 septembre 2010.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS

Arrêté du 9 août 2010 portant mise à disposition (Conseil d'Etat)

NOR : JUSA1021254A

Par arrêté de la ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, en date du 9 août 2010, M. Alban de Nervaux, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est mis à disposition du ministre de la culture et de la communication, pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} août 2010, afin d'exercer les fonctions de conseiller.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS

Arrêté du 11 août 2010 portant nomination d'un rapporteur public (Conseil d'Etat)

NOR : JUSA1021736A

Par arrêté du vice-président du Conseil d'Etat en date du 11 août 2010, Mme Maud Vialettes, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommée, à compter du 1^{er} septembre 2010, rapporteur public près l'assemblée du contentieux et les autres formations de jugement du Conseil d'Etat, en remplacement de Mme Anne Courrèges, maître des requêtes, appelée à d'autres fonctions.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Arrêté du 11 août 2010 portant admission à la retraite (attachés d'administration)

NOR : ECEP1021587A

Par arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi en date du 11 août 2010, M. Pierre CAILLEAU, attaché d'administration du ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 6 décembre 2010.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Arrêté du 9 août 2010 portant admission à la retraite (police nationale)

NOR : IOCC1021605A

Par arrêté du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 9 août 2010, est admis à faire valoir ses droits à la retraite par limite d'âge : M. Michel PAGES, contrôleur général des services actifs de la police nationale, à compter du 2 janvier 2011.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Décision du 8 juillet 2010 modifiant la décision du 17 juin 2010 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme validant la fin de première année du grade de master ou d'un certificat de scolarité validant l'année précédant celle de l'attribution du grade de master (OG UNIV) (session 2010)

NOR : IOCJ1020535S

Par décision du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 8 juillet 2010, la décision du 17 juin 2010 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme validant la fin de première année du grade de master ou d'un certificat de scolarité validant l'année précédant celle de l'attribution du grade de master (OG UNIV) (session 2010) est modifiée comme suit :

Au I :

Supprimer : Roche (Kévin).

Supprimer : Hourlier (Pierre-Etienne).

Ajouter : Garro (Nicolas).

Ajouter : Marois (Guilhem).

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Décision du 23 juillet 2010 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme validant la fin de première année du grade de master ou d'un certificat de scolarité validant l'année précédant celle de l'attribution du grade de master (OG UNIV), session 2010 (décision complémentaire)

NOR : IOCJ1020663S

Par décision du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 23 juillet 2010 :

I. – Par décision du 17 juin 2010, M. Bataille (Julien), Mlle Henry (Carine) et Mlle Bérot (Céline) ont été déclarés admis sur la liste principale au concours d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme validant la fin de première année du grade de master ou d'un certificat de scolarité validant l'année précédant celle de l'attribution du grade de master (OG UNIV), session 2010. Il est pris acte du désistement écrit de ces candidats.

II. – Les candidats dont le nom suit, figurant par ordre de mérite sur la liste complémentaire, sont déclarés admis au concours d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme validant la fin de première année du grade de master ou d'un certificat de scolarité validant l'année précédant celle de l'attribution du grade de master (OG UNIV), session 2010 :

Maira (Florent) ;

Ducastel (Yannick) ;

Lego (Emilie).

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Décision du 2 août 2010 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours sur épreuves d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux sous-officiers de carrière de gendarmerie titulaires d'une licence de l'enseignement général ou technologique ou d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau II, d'un diplôme de fin de second cycle de l'enseignement secondaire général, technologique ou professionnel, du diplôme d'arme de la gendarmerie nationale « technicien supérieur de la sécurité publique » ou d'un certificat d'officier de police judiciaire de la gendarmerie nationale (OG SD), session 2010 (décision complémentaire)

NOR : IOCJ1021644S

Par décision du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 2 août 2010 :

I. – Par décision du 23 juillet 2010, M. Mairat (Florent) a été déclaré admis sur la liste principale au concours d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux candidats titulaires d'un diplôme validant la fin de première année du grade de master ou d'un certificat de scolarité validant l'année précédant celle de l'attribution du grade de master (OG UNIV), session 2010. Il est pris acte du désistement écrit de ce candidat.

II. – Le candidat dont le nom suit, figurant par ordre de mérite sur la liste complémentaire de la décision citée en référence, est déclaré admis au concours d'admission à l'Ecole des officiers de la gendarmerie nationale ouvert aux sous-officiers de carrière de gendarmerie titulaires d'une licence de l'enseignement général ou technologique ou d'un autre titre ou diplôme classé au moins au niveau II, d'un diplôme de fin de second cycle de l'enseignement secondaire général, technologique ou professionnel, du diplôme d'arme de la gendarmerie nationale « technicien supérieur de la sécurité publique » ou d'un certificat d'officier de police judiciaire de la gendarmerie nationale (OG SD), session 2010 :

Fiorina (Franck).

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Décision du 5 août 2010 portant inscription sur la liste des candidats admis au concours sur titres à l'école de formation des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale ouvert aux titulaires d'un diplôme conférant le grade de master (OCTA TITRES), session 2010 (décision complémentaire)

NOR : IOCJ1021650S

Par décision du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales en date du 5 août 2010 :

I. – Par décision du 7 mai 2010, la candidate Dugrenil (Julie) a été déclarée admise sur la liste principale au concours d'admission sur titres à l'école de formation des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale ouvert aux titulaires d'un diplôme conférant le grade de master (OCTA TITRES), session 2010. Il est pris acte du désistement écrit de cette candidate.

II. – Ayant fait appel aux deux premiers candidats de la liste complémentaire, la candidate Gobin (Audrey) et le candidat Cavirot (Johan) renoncent à leur intégration de l'EOGN. Il est pris acte du désistement écrit de ces candidats.

III. – La candidate dont le nom suit, figurant par ordre de mérite sur la liste complémentaire de la décision citée en référence, est déclarée admise au concours d'admission sur titres à l'école de formation des officiers du corps technique et administratif de la gendarmerie nationale ouvert aux titulaires d'un diplôme conférant le grade de master (OCTA TITRES), session 2010 :

Rouchon (Adeline).

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté du 10 août 2010 portant admission à la retraite (inspection du travail)

NOR : MTSO1021588A

Par arrêté du ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique en date du 10 août 2010, M. Patrick BERTHAU, directeur du travail, nommé dans l'emploi fonctionnel de directeur régional adjoint à la direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi d'Aquitaine en tant que responsable du pôle politique du travail, est radié des cadres et admis à faire valoir ses droits à la retraite, à sa demande, à compter du 2 janvier 2011.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté du 10 août 2010 portant admission à la retraite (inspection du travail)

NOR : MTSO1021545A

Par arrêté du ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique en date du 10 août 2010, M. Jean-Paul BERTHO, directeur du travail, nommé dans l'emploi fonctionnel de directeur régional adjoint de la direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne en tant que responsable de l'unité territoriale du Finistère, est radié des cadres et admis à faire valoir ses droits à la retraite, à sa demande, à compter du 3 janvier 2011.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

PREMIER MINISTRE

MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE RELANCE

Arrêté du 16 août 2010 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en œuvre du plan de relance

NOR : RELX1022002A

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé de la mise en œuvre du plan de relance,
Vu le décret du 18 juin 2007 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le décret du 5 décembre 2008 relatif à la composition du Gouvernement,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Il est mis fin, sur sa demande, aux fonctions de chargée de mission auprès du conseiller presse et communication au cabinet du ministre exercées par Mlle Charline Lenormand.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 août 2010.

PATRICK DEVEDJIAN

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

**Arrêté du 2 août 2010 portant nomination
(directeurs régionaux adjoints de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt)**

NOR : AGRS1018132A

Par arrêté du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche en date du 2 août 2010, M. Bruno DEROUAND, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, est nommé directeur régional adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour la région Franche-Comté à compter du 1^{er} septembre 2010.

Cet emploi est classé en groupe V au sens du décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié relatif aux emplois de direction d'administration territoriale.

Décrets, arrêtés, circulaires

MESURES NOMINATIVES

MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

**Arrêté du 9 août 2010 portant nomination
(directeurs régionaux adjoints de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt)**

NOR : AGRS1018150A

Par arrêté du ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche en date du 9 août 2010, Mme Hélène DEBERNARDI, ingénieure des ponts, des eaux et des forêts, est nommée directrice régionale adjointe de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour la région Nord - Pas-de-Calais à compter du 6 septembre 2010.

Cet emploi est classé en groupe IV au sens du décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 modifié relatif aux emplois de direction d'administration territoriale.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêté du 1^{er} août 2010 modifiant l'arrêté du 26 avril 2010 portant extension d'un accord sur la formation professionnelle dans l'économie sociale

NOR : MTST1021687A

Le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 26 avril 2010, publié au *Journal officiel* du 5 mai 2010, portant extension d'un accord sur la formation professionnelle dans l'économie sociale,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'arrêté du 26 avril 2010 portant extension d'un accord sur la formation professionnelle dans l'économie sociale est modifié comme suit :

1^o Au deuxième alinéa de l'article 1^{er} :

- les mots : « les mutuelles régies par le code de la mutualité » sont supprimés ;
- les mots : « qui vise l'assurance en page 10 de l'accord » sont remplacés par : « de l'économie sociale qui vise le secteur d'activité des assurances à caractère mutuel » ;

2^o Au troisième alinéa de l'article 1^{er} :

- a) Les mots : « Les pages 17 à 26 de » sont supprimés ;
- b) Le mot : « l'annexe » est remplacé par : « L'annexe » ;
- c) Les mots : « sont exclues de l'extension comme étant contraires » sont remplacés par : « est exclue de l'extension comme étant contraire ».

Art. 2. – Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} août 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/43, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des ingénieurs et cadres de la métallurgie

NOR : MTST1021702V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'avenant ci-après indiqué.

Le texte de cet avenant pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant du 21 juin 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Modifications de certaines dispositions de la convention collective nationale.

Signataires :

Union des industries et des métiers de la métallurgie ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFDT, à la CFTC, à la CGT, à la CGT-FO et à la CFE-CGC.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale pour les industries de produits alimentaires élaborés

NOR : MTST1021696V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'avenant ci-après indiqué.

Le texte de cet avenant pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 84 du 11 février 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Application des dispositions relatives à la modernisation du marché du travail.

Signataires :

Association des entreprises de produits alimentaires élaborés (ADEPALE) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFDT, à la CFTC, à la CGT-FO et à la CFE-CGC.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'animation

NOR : MTST1021665V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans SON champ d'application, les dispositions de l'avenant ci-après indiqué.

Le texte de cet avenant pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 133 du 9 mars 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Congés payés des salariés de la grille spécifique.

Signataires :

Conseil national des employeurs associatifs (CNEA) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CGT, à la CGT-FO, à la CFDT, à la CFE-CGC et à la CFTC.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie (entreprises artisanales)

NOR : MTST1021669V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'avenant ci-après indiqué.

Le texte de cet avenant pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de 15 jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 7 du 4 décembre 2009.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Modification de l'avenant n° 83 relatif à la mise en place d'un régime de remboursement complémentaire de frais de soins de santé.

Signataires :

Confédération nationale de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie française (CNBF) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CGT, à la CFTC, à la CGT-FO, à la CFE-CGC et à la CFDT.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des entreprises de commerce, de location et de réparation de tracteurs, machines et matériels agricoles, de matériel de travaux publics, de bâtiment et de manutention, de matériels de motoculture de plaisance, de jardins et d'espaces verts

NOR : MTST1021546V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'avenant ci-après indiqué.

Le texte de l'avenant pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 83 du 16 avril 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Salaires minima mensuels garantis.

Signataires :

Fédération nationale des artisans et petites entreprises en milieu rural (FNAR) ;

Syndicat national des entreprises de service et de distribution du machinisme agricole (SEDIMA) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFDT, à la CFTC et à la CGT-FO ;

Chambre syndicale nationale des voyageurs représentants et cadres de vente de l'automobile, de l'aviation, de la motoculture, du cycle, des accessoires et industries annexes (CSNVA).

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale du rouissage-teillage de lin

NOR : MTST1021547V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions l'avenant ci-après indiqué.

Le texte de cet avenant pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 22 du 18 février 2010 (barème annexé).

Dépôt :

Direction générale du travail, au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Rémunérations minima garanties.

Signataires :

Union des syndicats de rouisseurs et teilleurs de lin de France (USRTL) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CGT-FO, à la CFTC, à la CFDT et à la CFE-CGC.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de la métallurgie

NOR : MTST1021705V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'avenant ci-après indiqué.

Le texte de cet avenant pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant du 21 juin 2010 à l'accord national professionnel du 10 juillet 1970 relatif à la mensualisation.

Dépôt :

Direction générale du travail, au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Modifications de certaines dispositions de l'accord national professionnel du 10 juillet 1970.

Signataires :

Union des industries et métiers de la métallurgie ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFDT, à la CFTC, à la CGT, à la CGT-FO et à la CFE-CGC.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur du travail temporaire

NOR : MTST1021694V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'avenant ci-après indiqué.

Le texte de cet avenant pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de 15 jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 3 du 29 janvier 2010 à l'accord national professionnel du 8 juillet 2004 relatif aux priorités et aux moyens de la formation professionnelle dans le travail temporaire.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Dérogation transport.

Signataires :

Professionnels de l'intérim, services et métiers de l'emploi (PRISME) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFDT et à la CGT-FO.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des jardineries-graineries

NOR : MTST1021548V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'accord ci-après indiqué.

Le texte de cet accord pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Accord du 19 mai 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Salaires.

Signataires :

Fédération nationale des métiers de la jardinerie (FNMJ) ;

Organisations syndicales de salariés représentatives rattachées à la CFDT, à la CFTC et à la CGT-FO.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiers

NOR : MTST1021549V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'accord ci-après indiqué.

Le texte de cet accord pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de 15 jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Accord du 18 mai 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail, au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Salaires minima conventionnels.

Signataires :

Fédération nationale des fleuristes de France (FNFF) ;

Syndicat interprofessionnel des fabricants et distributeurs de produits et animaux familiers (PRODAF) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFTC, à la CGT-FO et à la CFE-CGC.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel et son avenant conclus dans le secteur des ateliers et chantiers d'insertion

NOR : MTST1021671V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans leur champ d'application, les dispositions de l'accord national professionnel et de l'avenant ci-après indiqués.

Les textes de l'accord national professionnel et de l'avenant pourront être consultés en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Textes dont l'extension est envisagée :

Accord national professionnel du 21 janvier 2009 ;

Avenant n° 1 du 18 février 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Accord national professionnel : typologie des emplois repères ;

Avenant n° 1 : date d'entrée en application de l'accord national professionnel du 21 janvier 2009.

Signataires :

Syndicat national des employeurs spécifiques d'insertion (SYNESI) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CGT-FO, à la CFTC et à la CFDT.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel et son avenant conclus dans le secteur des ateliers et chantiers d'insertion

NOR : MTST1021672V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans leur champ d'application, les dispositions de l'accord national professionnel et de l'avenant ci-après indiqués.

Les textes de l'accord national professionnel et de l'avenant pourront être consultés en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Textes dont l'extension est envisagée :

Accord national professionnel du 21 janvier 2010 ;

Avenant n° 1 du 18 février 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Accord national professionnel : classifications et rémunérations ;

Avenant n° 1 : date d'entrée en application de l'accord national professionnel du 21 janvier 2010.

Signataires :

Syndicat national des employeurs spécifiques d'insertion (SYNESI) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFTC et à la CFDT.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles

NOR : MTST1021690V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'accord ci-après indiqué.

Le texte de l'accord pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Accord du 22 février 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Modifications de certaines dispositions de la convention collective nationale.

Signataires :

Syndicat professionnel des ensembles vocaux et instrumentaux spécialisés (PROFEVIS) ;

Syndicat du cirque de création (SCC) ;

Syndicat des musiques actuelles (SMA) ;

Chambre professionnelle des directeurs d'opéra (CPDO) ;

Syndicat national des scènes publiques (SNSP) ;

Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC) ;

Syndicat national des arts vivants (SYNAVI) ;

Syndicat national des orchestres et des théâtres lyriques subventionnés (SYNOLYR) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CGT, à la CGT-FO, à la CFE-CGC et à la CFDT.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'industrie laitière

NOR : MTST1021698V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'accord ci-après indiqué.

Le texte de cet accord pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Accord du 8 avril 2010 (3 annexes).

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Formation professionnelle.

Signataires :

Fédération nationale de l'industrie laitière (FNIL) ;

Fédération nationale des coopératives laitières (FNCL) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFTC, à la CFE-CGC et à la CGT-FO.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des industries chimiques et connexes

NOR : MTST1021700V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'accord ci-après indiqué.

Le texte de l'accord pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Accord du 27 avril 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC).

Signataires :

Union des industries chimiques (UIC) ;

Chambre syndicale du papier (CSP) ;

Chambre syndicale du reraffinage (CSR) ;

Fédération des entreprises de la beauté (FEBEA)

Fédération des industries des peintures, encres, couleurs, colles et adhésifs (FIPEC) ;

Fédération nationale des industries de corps gras (FNCG) ;

Fédération nationale des industries électrométallurgiques, électrochimiques et connexes (FNIEEC) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFDT et à la CFE-CGC.

Décrets, arrêtés, circulaires

CONVENTIONS COLLECTIVES

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SOLIDARITÉ ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du caoutchouc

NOR : MTST1021701V

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les dispositions de l'accord ci-après indiqué.

Le texte de cet accord pourra être consulté en direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique (DGT, bureau RT 2), 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15.

Texte dont l'extension est envisagée :

Accord du 4 février 2010.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

Objet :

Egalité professionnelle.

Signataires :

Union des syndicats des PME du caoutchouc et de la plasturgie (UCAPLAST) ;

Syndicat national du caoutchouc et des polymères (SNCP) ;

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFE-CGC, à la CFTC et à la CFDT.

Informations parlementaires

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSIONS

NOR : INPX1002208X

1. Réunions

Mardi 31 août 2010

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à 15 heures (salle Lamartine) :

- audition, ouverte à la presse, de Mme Claire Bazy-Malaurie, dont la nomination au Conseil constitutionnel est envisagée par le président de l'Assemblée nationale ;
- avis de la commission sur cette nomination dans les conditions prévues par l'article 29-1 du règlement.

Mercredi 1^{er} septembre 2010

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République :

A 9 heures (salle Lamartine) :

Aux fins d'évaluer la loi organique n° 2009-1523 du 10 décembre 2009 relative à l'application de l'article 61-1 de la Constitution, auditions successives, ouvertes à la presse, de :

- M. Didier Le Prado, président du conseil de l'ordre des avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation ;
- M. Thierry Wickers, président du Conseil national des barreaux, ancien bâtonnier de Bordeaux ;
- M. Jean-Marc Sauvé, vice-président du Conseil d'Etat, accompagné de M. Bernard Stirn, président de la section du contentieux du Conseil d'Etat ;
- M. Guy Carcassonne, professeur à l'université Paris-Ouest - Nanterre - La Défense.

A 14 heures (salle Lamartine) :

Auditions successives, ouvertes à la presse, de :

- M. Denys Simon, professeur à l'université Paris-I - Panthéon - Sorbonne ;
- M. Bertrand Mathieu, président de l'Association française de droit constitutionnel ;
- M. Vincent Lamanda, premier président de la Cour de cassation ;
- M. Jean-Louis Nadal, procureur général près la Cour de cassation ;
- M. Marc Guillaume, secrétaire général du Conseil constitutionnel.

A 19 heures (salle Lamartine) :

- audition, ouverte à la presse, de Mme Michèle Alliot-Marie, ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés.

Mercredi 8 septembre 2010

Commission d'enquête sur les mécanismes de spéculation affectant le fonctionnement des économies :

A 16 h 30 (salle n° 6550) :

- échange de vues sur l'organisation des travaux.

A 17 h 30 (salle n° 6550) :

- audition, ouverte à la presse, de M. Michel Aglietta, conseiller au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

A 18 h 30 (salle Lamartine) :

- audition, ouverte à la presse, de M. Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité des marchés financiers.

2. Ordre du jour prévisionnel

Mardi 14 septembre 2010

Commission des affaires européennes, à 16 heures (salle de la commission, 3^e étage du 33, rue Saint-Dominique) :

- audition, ouverte à la presse, de M. Philippe Etienne, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Mercredi 15 septembre 2010

Commission des affaires étrangères, à 10 heures :

- divers projets de loi.

Mercredi 29 septembre 2010

Commission des affaires étrangères, à 10 heures :

- audition de M. Pascal Lamy, directeur général de l'OMC.

Informations parlementaires

SÉNAT

ORDRE DU JOUR

NOR : INPX1002132X

Délai limite

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (n° 518, 2009-2010).

Délai limite pour le dépôt des amendements : **jeudi 2 septembre 2010**, à *11 heures*.

Informations parlementaires

SÉNAT

COMMISSIONS

NOR : INPX1002298X

Délai limite de dépôt des amendements en commission

Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public (n° 675, 2009-2010) : **lundi 6 septembre 2010**, à 12 heures.

Informations parlementaires

SÉNAT

AVIS ADMINISTRATIFS

NOR : INPX1002316X

Avis de concours pour l'emploi d'administrateur des services du Sénat

Par arrêté du président et des questeurs du Sénat en date du 12 juillet 2010, un concours est ouvert pour le recrutement échelonné d'administrateurs des services du Sénat à compter du 1^{er} avril 2011.

Le nombre de postes mis au concours est fixé à quatre pour le concours général et à un pour le concours intérieur réservé aux fonctionnaires du Sénat.

Toutefois, au vu des résultats obtenus par les candidats, le jury pourra décider, par avis motivé, de ne pas pourvoir tous les postes offerts ou d'établir une liste complémentaire comportant les noms des candidats au concours général qui lui paraîtraient aptes à être nommés dans le cas de vacances d'emploi survenant dans le cadre jusqu'au 1^{er} avril 2013. En cas d'établissement d'une liste complémentaire pour le concours général, une liste complémentaire pourra être établie pour le concours intérieur, dans la limite du quart du nombre des candidats inscrits sur la liste complémentaire du concours général.

Si le poste offert au concours intérieur n'est pas pourvu, il pourra être reporté au bénéfice du concours général. Les emplois mis au concours général qui, compte tenu du niveau des candidats, n'ont pu être pourvus pourront être attribués aux candidats du concours intérieur.

Lieu et date des épreuves

Les épreuves se dérouleront à Paris.

Les dates des épreuves de ce concours sont les suivantes : (1)

Epreuves d'admissibilité :

– semaine du 8 novembre 2010.

Epreuves d'admission :

– semaine du 7 février 2010 ;

– oraux : semaine du 7 mars 2011.

(1) Les dates des épreuves sont données à titre purement indicatif et sont toujours susceptibles de modifications. Les candidats doivent se tenir informés.

Retrait et dépôt des dossiers

Les candidats peuvent s'inscrire à partir du site internet du Sénat : <http://www.senat.fr/emploi>. Ils peuvent également retirer le dossier d'inscription auprès du service des ressources humaines et de la formation du Sénat, 8, rue Garancière, Paris 75008, et ce jusqu'au lundi 27 septembre 2010. Ils devront être retournés au service des ressources humaines et de la formation le vendredi 1^{er} octobre 2010 au plus tard.

Conditions requises pour concourir

A. – Conditions générales

- posséder la nationalité française au 1^{er} janvier 2010 ;
- jouir de ses droits civiques ;
- les mentions portées au bulletin n° 2 du casier judiciaire ne doivent pas être incompatibles avec l'exercice des fonctions ;
- être âgé(e) de plus de 18 ans au 1^{er} janvier 2010 ;
- avoir satisfait à ses obligations légales au regard du service national. A défaut, les candidats seraient autorisés à participer aux épreuves mais devraient satisfaire à ces obligations légales avant la date fixée pour la prise effective des fonctions, sous peine de perdre le bénéfice de leur classement ;

- être titulaire d'un diplôme national sanctionnant au moins trois années d'études supérieures ou d'un diplôme d'un Institut d'études politiques,
- ou avoir obtenu un certificat attestant la qualité d'ancien élève d'une Ecole normale supérieure,
- ou avoir obtenu le diplôme ou avoir satisfait aux examens de sortie de l'un des établissements d'enseignement supérieur ou de l'une des écoles ou anciennes écoles énumérés au cinquième alinéa de l'article premier de l'arrêté du Premier ministre en date du 7 avril 1972 modifié (1),
- ou être titulaire du diplôme d'administration publique institué par l'article 30 du décret n° 70-401 du 13 mai 1970 relatif aux instituts régionaux d'administration.

Les présentes conditions de diplôme sont appréciées à la date de clôture des inscriptions.

Les candidats ne remplissant pas l'une des conditions de diplôme visées mais pouvant justifier d'un niveau de formation équivalent peuvent, à titre exceptionnel, solliciter une dérogation à ces conditions au moyen du formulaire joint au dossier d'inscription pour être autorisés à concourir. Ces demandes sont examinées par une commission qui peut entendre le candidat si elle le juge utile.

(1) Ecole de l'air, Ecole centrale des arts et manufactures, Ecole centrale lyonnaise, Ecole du haut enseignement commercial de jeunes filles, Ecole des hautes études commerciales, Ecole nationale des chartes, Ecole nationale des ponts et chaussées, Ecole nationale de la santé publique, Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique, Ecole nationale supérieure de l'aéronautique, écoles nationales supérieures agronomiques, écoles nationales supérieures d'ingénieurs, Ecole nationale supérieure d'ingénieurs arts et métiers, Ecole nationale supérieure des mines de Paris, Ecole nationale supérieure des mines de Saint-Etienne, Ecole nationale supérieure des télécommunications, Ecole navale, Ecole polytechnique, Ecole pratique des hautes études (Arrêté du 14 mars 1978, art. 1^{er}), Ecoles des hautes études en sciences sociales, Ecole spéciale militaire, Ecole supérieure de commerce de Paris, Ecole supérieure d'électricité, Ecole supérieure de physique et de chimie industrielle de la ville de Paris, Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales, Institut national agronomique, Institut national des langues et civilisations orientales, instituts régionaux d'administration (Arrêté du 30 septembre 1974), Ecole nationale supérieure des techniques avancées.

B. – Conditions complémentaires à remplir pour les candidats reconnus handicapés pour éventuellement bénéficier des aménagements d'épreuves

Les candidats doivent :

- à la date de clôture des inscriptions, relever de l'une des catégories énoncées ci-dessous :
 - travailleurs reconnus handicapés par une Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ou par une Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) ;
 - victimes d'accident du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;
 - titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;
 - anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;
 - titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;
 - titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 - titulaires de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) ;
 - être déclarés aptes à occuper l'emploi d'administrateur par le médecin d'aptitude du Sénat. A cet effet, il appartient aux candidats reconnus handicapés de prendre contact en temps utile avec le service des ressources humaines et de la formation au (01-42-34-20-89/34-70/36-93) pour obtenir les coordonnées du médecin d'aptitude du Sénat. La visite médicale d'aptitude devra avoir lieu avant le vendredi 15 octobre 2010.

A la demande des candidats, le médecin d'aptitude du Sénat peut autoriser des aménagements d'épreuves afin de tenir compte de leur handicap.

La décision du médecin d'aptitude sera notifiée par le service des ressources humaines et de la formation du Sénat aux candidats intéressés.

Important : l'admission dans les services du Sénat est subordonnée à la production d'un certificat médical d'aptitude au service de jour et de nuit, délivré par le médecin d'aptitude du Sénat, dont la décision n'est pas susceptible d'appel.

Les candidats qui souhaiteraient être fixés sur leur aptitude physique avant de se présenter aux épreuves peuvent demander à passer cette visite dès l'avis d'ouverture du concours.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez contacter le service des ressources humaines et de la formation au 01-42-34-20-89/34-70/36-93.

Nature des épreuves

Le concours comporte des épreuves écrites d'admissibilité et des épreuves d'admission (épreuves écrites, orales et d'exercices physiques).

Les épreuves écrites d'admissibilité comprennent obligatoirement :

1. Trois épreuves communes à tous les candidats,
2. Une épreuve sur dossier à option choisie par chaque candidat lors de son inscription au concours (1) correspondant à l'une des trois options suivantes :
 - droit administratif ;
 - droit civil ou droit pénal ;
 - droit européen.
3. Une épreuve pratique à option choisie par chaque candidat lors de son inscription au concours (1) et correspondant à l'une des quatre options suivantes :
 - droit des collectivités territoriales ;
 - droit du travail et de la sécurité sociale ;
 - droit des affaires ;
 - finances publiques.

Les épreuves d'admission comprennent :

1. Obligatoirement :
 - deux épreuves écrites communes à tous les candidats ;
 - trois épreuves orales dont une épreuve de langue (1) ;
 - une épreuve d'exercices physiques (1) (2) ;
2. Facultativement : une épreuve orale portant sur une langue vivante non choisie à l'épreuve obligatoire de langue (1) (2).

(1) *Important* : le choix des épreuves à option d'admissibilité, des langues vivantes à l'épreuve obligatoire et à l'épreuve facultative, ainsi que des épreuves d'exercices physiques, doit être déterminé par le candidat lors du dépôt de la demande d'admission à concourir. Il ne pourra être modifié ultérieurement.

(2) Pour l'épreuve d'exercices physiques et l'épreuve facultative de langue vivante, seuls les points excédant la note de 10 sur 20 sont pris en compte et sont affectés des coefficients fixés pour ces épreuves.

Epreuves d'admissibilité

1. Epreuves communes

Première épreuve : épreuve de culture générale portant sur l'évolution politique, internationale, économique et sociale du monde et sur le mouvement des idées depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours. – (*durée 5 heures, coefficient 4*).

Deuxième épreuve : composition portant sur la science politique et le droit constitutionnel. – (*durée 4 heures, coefficient 4*).

Troisième épreuve : composition sur un sujet d'économie. – (*durée 4 heures, coefficient 4*).

2. Epreuve sur dossier à option

Chaque candidat devra choisir une épreuve sur dossier parmi les trois suivantes :

- épreuve sur dossier de droit administratif : rédaction, à partir d'un dossier se rapportant à des problèmes de droit administratif, d'une note ayant pour objet de vérifier l'aptitude à l'analyse et au raisonnement juridiques. – (*durée 4 heures, coefficient 4*).
- épreuve sur dossier de droit civil ou de droit pénal : rédaction, à partir d'un dossier se rapportant à des problèmes de droit civil ou de droit pénal, d'une note ayant pour objet de vérifier l'aptitude à l'analyse et au raisonnement juridiques. – (*durée 4 heures, coefficient 4*).
- épreuve sur dossier de droit européen : rédaction, à partir d'un dossier se rapportant à des problèmes de droit européen, d'une note ayant pour objet de vérifier l'aptitude à l'analyse et au raisonnement juridiques. – (*durée 4 heures, coefficient 4*).

3. Epreuve pratique à option

Epreuve pratique à option :

Chaque candidat devra choisir une épreuve pratique parmi les quatre épreuves suivantes :

- droit des collectivités territoriales ;
- droit du travail et de la sécurité sociale ;

- droit des affaires ;
- finances publiques – (*durée 3 heures, coefficient 2*).

Epreuves d'admission

1. Epreuves écrites

Première épreuve :

Composition portant sur le droit parlementaire français. – (*durée 3 heures, coefficient 3*).

Deuxième épreuve :

Composition portant sur les politiques et grandes questions européennes. – (*durée 3 heures, coefficient 2*).

2. Epreuves orales

Première épreuve : (*durée 20 minutes, coefficient 5*).

Entretien libre permettant d'apprécier la personnalité et les motivations du candidat.

Deuxième épreuve : (*préparation 1 heure*) – (*durée : 10 minutes d'exposé et 10 minutes de questions, coefficient 4*).

Epreuve constituée par :

- un exposé oral d'une durée de dix minutes sur un sujet de culture générale se rapportant à l'évolution politique, internationale, économique et sociale du monde et sur le mouvement des idées depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours ;
- des questions, pendant dix minutes, ayant pour point de départ l'exposé oral et pouvant porter sur l'ensemble du programme de l'épreuve.

Troisième épreuve : Epreuve obligatoire de langue vivante. – (*préparation 30 min ; interrogation 30 min, coefficient 2*).

Nature de l'épreuve : résumé, environ au tiers de sa longueur, et commentaire, dans la langue étrangère choisie, d'un article de journal ou de revue de langue française se rapportant à l'actualité et n'excédant pas 2 000 mots. Cette présentation est suivie d'une conversation dans la langue choisie.

Langues susceptibles d'être choisies : allemand, anglais, arabe littéral, chinois, espagnol, italien, néerlandais, portugais ou russe.

Epreuve facultative de langue vivante :

(*préparation 30 min ; interrogation 30 min, coefficient 1* seuls les points au-dessus de 10 sur 20 étant pris en compte).

Chaque candidat pourra demander à subir une épreuve facultative portant, au choix du candidat, sur une des langues vivantes figurant dans la liste suivante et non choisie à l'épreuve obligatoire de langue vivante : allemand, anglais, arabe littéral, chinois, espagnol, italien, néerlandais, portugais ou russe.

Nature de l'épreuve : résumé, environ au tiers de sa longueur et commentaire, dans la langue étrangère choisie, d'un article de journal ou de revue de cette langue étrangère se rapportant à l'actualité et n'excédant pas 1 500 mots. Cette présentation est suivie d'une conversation dans la langue choisie.

3. Epreuve d'exercices physiques

L'épreuve d'exercices physiques porte, au choix du candidat exprimé au moment de son inscription, sur trois épreuves parmi les cinq suivantes : course de vitesse, saut en hauteur, lancer du poids, course de demi-fond, natation. – (*coefficient 1*).

Jury

Présidents

M. Alain DELCAMP, secrétaire général du Sénat ;
M. Robert PROVANSAL, secrétaire général de la questure.

Membres

Mme Dominique SCHNAPPER, ancien membre du Conseil constitutionnel, directrice d'études à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales) ;

Mme Josseline de Clausade, conseiller d'Etat ;

Mme Sophie MOATI, conseiller maître à la cour des comptes ;

M. Jean-François SIRINELLI, directeur du centre d'histoire de Science Po ;

Mme Mireille CHIROLEU-ASSOULINE, professeur agrégé à l'université de Paris-I ;

Mme LEVADE, professeur agrégé à l'université Paris-XII ;
Mme Henriette CHAUBON, magistrat, directeur juridique de la SNCF ;
M. Jacques RAULINE, directeur général des services législatifs ;
M. Jean LAPORTE, directeur du service des affaires européennes ;
M. Philippe CÉREZ, directeur du service de la communication ;
M. Benoît CHADENET, directeur du service des ressources humaines et de la formation ;
Mme Camille MANGIN, conseiller, directeur adjoint au service des commissions.

Membres adjoints

M. Arnaud MARTINON, professeur à l'université d'Avignon ;
M. Didier RIBES, maître des requêtes au Conseil d'Etat ;
M. Michel VERPEAUX, professeur à l'université Paris-I ;
Mme Julie BENETTI, professeur agrégé à la faculté de droit et de sciences politiques de Reims ;
M. Christian OUDIN, conseiller, directeur adjoint ;
M. François SICARD, conseiller, directeur adjoint ;
Mme Isabelle VUGHT-PION, conseiller ;
Mlle Florence ROUSSEL, administrateur principal ;
M. Séverin FONROJET, administrateur principal.

Les membres adjoints du jury ne participent ni aux épreuves orales d'admission ni aux délibérations du jury tendant à déclarer l'admissibilité ou l'admission des candidats.

Pour la correction de certaines épreuves, le jury pourra s'adjoindre des correcteurs spéciaux.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

PREMIER MINISTRE

Avis de vacance d'un emploi de chef de service

NOR : PRMG1020684V

Est susceptible d'être vacant dans les services du Premier ministre un emploi de chef de service. Cet emploi est affecté à l'académie du renseignement, où le titulaire de l'emploi fonctionnel occupe les fonctions de directeur.

L'académie du renseignement est un service à compétence nationale, rattaché au Premier ministre. Elle concourt à la formation du personnel des services de renseignement placés sous l'autorité des ministres chargés de la sécurité intérieure, de la défense, de l'économie et du budget, au renforcement des liens au sein de la communauté française du renseignement, ainsi qu'à la diffusion de la culture du renseignement.

Le directeur de l'académie du renseignement assure le pilotage général de l'académie. Il anime l'équipe permanente, préside le comité pédagogique et dirige l'ensemble des activités dont il assure le développement dans le cadre des orientations fixées par le comité d'orientation et d'évaluation auquel il présente un bilan annuel ainsi qu'au Premier ministre. Notamment, il évalue les besoins de formation des services de renseignement et les possibilités de mutualisation et assure la conception générale des formations. Il représente l'académie et assure sa communication institutionnelle. Il est responsable de ses relations extérieures, en particulier avec les membres de la communauté française du renseignement.

Conformément aux dispositions du décret n° 55-1226 du 19 septembre 1955 modifié portant règlement d'administration publique relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans les emplois de chef de service, de directeur adjoint et de sous-directeur des administrations centrales de l'Etat, les candidatures, accompagnées d'un *curriculum vitae* détaillé, doivent être transmises par la voie hiérarchique, dans un délai de trente jours à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel* de la République française, à la direction des services administratifs et financiers des services du Premier ministre, 18, rue Vaneau, 75700 Paris.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021629V

Un arrêté du président du conseil général de l'Allier, en date du 26 avril 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 2 postes vacants au foyer départemental de l'enfance de Moulins.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-652 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à la directrice du foyer départemental de l'enfance, 70, rue de la Motte, BP 1732, 03017 Moulins cedex.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021620V

Un arrêté du directeur de l'agence régionale de santé de Bretagne a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 1 poste vacant à l'EPSM Jean-Martin Charcot à Caudan.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-652 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à la directrice de l'EPSM Jean-Martin Charcot, BP n° 47, 56854 Caudan Cedex.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021612V

Un arrêté du préfet du Morbihan, en date du 23 avril 25 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 1 poste vacant à l'organisation handicap axonais de soins et d'interventions spécialisées (OHASIS) de Saint-Quentin.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées : à l'article 3 du décret n° 93-652 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur du groupe OHASIS, IME public 34, chemin de la Tombelle, 02100 Saint-Quentin.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021599V

Un arrêté du préfet de l'Aisne, en date du 25 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 1 poste vacant à l'organisation handicap axonais de soins et d'interventions spécialisées (OHASIS) de Saint-Quentin.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-652 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur du groupe OHASIS, IME public 34, chemin de la Tombelle, 02100 Saint-Quentin.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021662V

Un arrêté du préfet du Val-de-Marne, en date du 29 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 2 postes vacants à l'Etablissement public de santé de Villejuif.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-652 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à l'Etablissement public de santé Paul Guiraud, direction des ressources humaines, cellule concours, 54, avenue de la République, 94806 Villejuif Cedex.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021666V

Un arrêté du président du Conseil général, en date du 22 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 3 postes vacants à la maison de la santé et de la famille de la Haute-Saône de Vesoul.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-652 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au président du Conseil général de la Haute-Saône, service des ressources humaines, BP 20349, 70006 Vesoul Cedex.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistant socio-éducatif (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021675V

Un arrêté du préfet de Seine-et-Marne, en date du 30 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 1 poste vacant à l'institut médico-éducatif de Chancepoix à Château-Landon.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-652 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à la directrice de l'institut médico-éducatif de Chancepoix, 77570 Château-Landon.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021680V

Un arrêté du président du Conseil général des Landes, en date du 24 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 4 postes vacants au foyer départemental de l'enfance à Mont-de-Marsan.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-652 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à la directrice du centre départemental de l'enfance, 2, rue de la jeunesse, 40012 Mont-de-Marsan Cedex.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021684V

Un arrêté du préfet de Paris, en date du 31 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'assistants socio-éducatifs (emploi d'éducateur spécialisé) de la fonction publique hospitalière en vue de pourvoir 3 postes vacants au groupe public de santé Perray Vaucluse à Epinay-sur-Orge.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-652 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des assistants socio-éducatifs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à la directrice du groupe public de santé Perray Vaucluse, BP 13, 91360 Epinay-sur-Orge.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

**Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de conseiller
en économie sociale et familiale de la fonction publique hospitalière**

NOR : SASH1021590V

Un arrêté du préfet de la Meuse, en date du 31 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement de conseiller en économie sociale et familiale en vue de pourvoir 1 poste vacant au CHRS de Clermont en Argonne.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-653 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des conseillers en économie sociale et familiale de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées, par écrit, (le cachet de la poste faisant foi) et remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur du centre social d'Argonne, 55120 Les Islettes.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

**Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement
d'éducateur de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière**

NOR : SASH1021589V

Un arrêté du préfet de la Meuse, en date du 31 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'éducateurs de jeunes enfants en vue de pourvoir 1 poste vacant à la pouponnière des Islettes.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-656 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des éducateurs de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur du centre social d'Argonne, 55120 Les Islettes.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

**Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement
d'éducateur de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière**

NOR : SASH1021583V

Un arrêté du président du Conseil général de la Haute-Savoie, en date du 16 avril 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'éducateurs de jeunes enfants en vue de pourvoir 1 poste vacant à la maison départementale de l'enfance et de la famille de Taninges.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-656 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des éducateurs de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur de la maison départementale de l'enfance et de la famille de la Haute-Savoie, Melan, BP 10, 74440 Taninges.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

**Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement
d'éducateur de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière**

NOR : SASH1021527V

Un arrêté du préfet de la Seine-Maritime, en date du 31 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'éducateurs de jeunes enfants en vue de pourvoir 1 poste vacant à l'établissement public autonome d'éducation de la motricité, de la surdité et du langage Denis Cordonnier au Havre.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-656 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des éducateurs de jeunes enfants de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur de l'EPAEMSL, 1, rue Denis Cordonnier, 76072 Le Havre Cedex.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021520V

Un arrêté du préfet de la Gironde, en date du 31 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'animateur en vue de pourvoir 1 poste vacant au centre hospitalier de Blaye.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 3 du décret n° 93-654 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des animateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur du centre hospitalier, 97, rue de l'hôpital, BP 90, 33394 Blaye Cedex.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021524V

Un arrêté du préfet de la Seine-Maritime, en date du 24 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'animateur en vue de pourvoir 1 poste vacant à l'EHPAD de l'hôpital Fauquet à Bolbec.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 3 du décret n° 93-654 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des animateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur de l'hôpital Fauquet, direction des ressources humaines, 365, rue Lechaptois, 76210 Bolbec.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021507V

Un arrêté du Préfet de la Somme, en date du 31 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'animateur en vue de pourvoir 1 poste vacant au à l'EHPAD d'Athies.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 3 du décret n° 93-654 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des animateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur de l'EHPAD, résidence sainte Radegonde, BP 20002, 80200 Athies.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021504V

Un arrêté du préfet de la Gironde, en date du 31 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'animateur en vue de pourvoir 1 poste vacant au centre de soins de Podensac.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 3 du décret n° 93-654 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des animateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur du centre de soins, 5, allée G. Montel, 33720 Podensac.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021500V

Un arrêté du Président du Conseil général de la Gironde, en date du 2 avril 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'animateur en vue de pourvoir 1 poste vacant au centre d'accueil et d'accompagnement de la famille à Gradignan.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 3 du décret n° 93-654 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des animateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à M. le directeur général du centre communal d'action sociale de Bordeaux, direction des ressources humaines, 74, cours Saint-Louis, 33070 Bordeaux Cedex.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021497V

Un arrêté de la préfète des Yvelines, en date du 23 décembre 2009, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'animateur en vue de pourvoir 1 poste vacant à l'établissement hébergeant des personnes âgées dépendantes (EHPAD) les oiseaux à Sartrouville.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 3 du décret n° 93-654 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des animateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à M. le directeur de l'EHPAD, 17, rue du Lieutenant Rousselot, 78500 Sartrouville.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021494V

Un arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, en date du 28 avril 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'animateur en vue de pourvoir 1 poste vacant à la maison de retraite publique de Thoard.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 3 du décret n° 93-654 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des animateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à M. le directeur de la maison de retraite publique, 04380 Thoard.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateur de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021479V

Un arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, en date du 28 avril 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'animateur en vue de pourvoir 1 poste vacant à la maison de retraite publique d'Oraison.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 3 du décret n° 93-654 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des animateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, à M. le directeur de la maison de retraite, résidence les Tilleuls, quartier Les Eyrauds, BP 105, 04700 Oraison.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'animateurs de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021586V

Un arrêté du préfet de la Meuse, en date du 31 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement d'animateur en vue de pourvoir 2 postes vacants au centre social d'Argonne aux Islettes, et se décomposant comme suit :

- 1 poste à la maison de l'enfance de Stenay ;
- 1 poste à la maison de l'enfance de Commercy.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées :

- à l'article 5 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- à l'article 3 du décret n° 93-654 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des animateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises dans un délai de deux mois à compter de la date de publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur du centre social d'Argonne, 55120 Les Islettes.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SPORTS

Avis relatif à l'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement de moniteurs-éducateurs de la fonction publique hospitalière

NOR : SASH1021658V

Un arrêté du préfet de la Meuse, en date du 31 mars 2010, a ouvert un concours sur titres pour le recrutement de moniteur-éducateur en vue de pourvoir 3 postes vacants au centre social d'Argonne aux Islettes et se décomposant comme suit :

- 1 poste au centre maternel des Islettes ;
- 1 poste au CHRS de Clermont-en-Argonne ;
- 1 poste à la maison de l'enfance de Commercy.

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions énumérées à l'article 3 du décret n° 93-657 du 26 mars 1993 modifié portant statut particulier des moniteurs-éducateurs de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures doivent être adressées (le cachet de la poste faisant foi) ou remises, dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel*, au directeur du centre social d'Argonne, 55120 Les Islettes.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

OUTRE-MER

Avis de vacance d'un poste de praticien hospitalier

NOR : OMES1021891V

Le centre hospitalier territorial-Nouméa recrute 1 assistant spécialiste à temps plein en cardiologie : poste à pourvoir à compter du 2 octobre 2010.

Le profil du poste peut être consulté sur le site : www.cht.nc

Renseignements complémentaires à demander par téléphone au (687) 25.66.66 poste 10.69 ou par e-mail : Docteur Corinne BRAUNSTEIN (chef de service de cardiologie).

Les dossiers de candidature sont à envoyer à la direction générale/affaires médicales, BP J5, 98849 Nouméa (Nouvelle-Calédonie), téléphone (687) 25.66.66, poste 2044, télécopie (687) 25.72.54, emails : v.brunner@cht.nc ou am.drh@cht.nc

Date limite de dépôt du dossier complet : 6 septembre 2010.

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

OUTRE-MER

Avis de vacance d'un poste de praticien hospitalier

NOR : OMES1021893V

Le centre hospitalier territorial-Nouméa est susceptible de recruter un assistant spécialiste à temps plein en gynécologie-obstétrique : poste à pourvoir à compter du 16 novembre 2010.

Le profil du poste peut être consulté sur le site : www.cht.nc

Renseignements complémentaires à demander par téléphone au (687) 25.66.66 poste 10.10 ou par e-mail : Docteur Erick CAMUS (chef de service de gynécologie-obstétrique) e.camus@cht.nc

Les dossiers de candidature sont à envoyer à la direction générale, affaires médicales, BP J5, 98849 Nouméa (Nouvelle-Calédonie), téléphone : (687) 25.66.66, poste 2044, télécopie (687) 25.72.54, emails : v.brunner@cht.nc ou am.drh@cht.nc

Date limite de dépôt du dossier complet : 6 septembre 2010.

Avis et communications

AVIS DIVERS

PREMIER MINISTRE

Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative)

NOR : PRMX1002997V

Ces publications sont en vente :

Sur place :

- à la librairie de la direction de l'information légale et administrative, 29, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07, téléphone : 01-40-15-71-10
www.ladocumentationfrancaise.fr/informations/contacts/form-vente-librairie ;
- dans les grandes librairies régionales et parisiennes.

Par correspondance :

- à la direction de l'information légale et administrative, service des commandes, 124, rue Henri-Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex ;
- sur le catalogue éditorial en ligne, avec paiement par carte bancaire sécurisé :
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr> / Acheter en ligne.

Veuillez également noter les coordonnées suivantes :

Commandes par correspondance :

Vous souhaitez faire une commande par fax ou courriel, connaître le prix de nos ouvrages, nos modalités de livraison et de paiement, obtenir un devis : écrivez-nous, faxez au 01-40-15-70-01. Mél : commande@ladocumentationfrancaise.fr

Service après-vente :

Vous avez effectué une commande, la livraison ou la facture comporte une erreur, ne vous est pas parvenue. Vous souhaitez annuler une commande, un abonnement, une facture : écrivez-nous ou appelez au 01-40-15-69-96, ou envoyez un fax aux *réclamations* : 01-40-15-70-04 ;

Vous souhaitez des renseignements sur votre paiement, écrivez-nous, ou appelez l'agence comptable du budget annexe : *Publications Officielles et Information Administrative* (BAPOIA) au 01-72-69-62-49 ; 01-72-69-62-43 ; 01-72-69-62-44 ; 01-72-69-62-45.

Vente aux professionnels (librairies françaises et étrangères, diffuseurs à l'export et agences d'abonnement) :

Pour un renseignement, une commande ou une réclamation : écrivez-nous, envoyez un fax au 01-40-15-70-06. Mél : prof@ladocumentationfrancaise.fr

Informations bibliographiques : appelez au 01-40-15-71-03 ou consultez le site :

www.ladocumentationfrancaise.fr/informations/contacts/form-info-biblio.shtml

Informations commerciales (informations sur les publications éditées sous les marques Documentation française, *Journal Officiel*, ainsi que les marques des éditeurs diffusés par la DILA [OCDE, UNESCO...]) : appelez au 01-40-15-70-10 ou consultez les sites :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/acheter/index.shtml>

<http://www.boamp.fr>

<http://www.bodacc.fr>

Toute commande par correspondance (à l'exception des abonnements) est majorée d'une somme forfaitaire de 4,95 € pour participation aux frais d'enregistrement, de facture et de port.

Le paiement est à indiquer à l'ordre du comptable du BAPOIA.

Au-dessus de 25 € d'achat, les frais de port sont offerts pour les commandes en ligne, sur notre site.

Pour tout montant supérieur à 45 €, il est possible de payer en trois fois, sans frais, sur le site :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/acheter/paiement-securite.shtml>

La Documentation française a mis en vente du 14 juillet au 12 août 2010 :

I. – OUVRAGES

Améliorer la gouvernance d'entreprise et la participation des salariés

Salima Benhamou

Centre d'analyse stratégique

Le modèle actuel de gouvernance d'entreprise traverse une crise de légitimité, que rend plus aigüe encore la crise financière et économique. Le débat sur ce sujet est parfois brouillé par des approches strictement juridiques ou strictement économiques. Ce rapport cherche à démontrer qu'il est possible de dépasser la dichotomie traditionnelle entre droits des salariés et exigence de performance, en développant une approche orientée vers la recherche de l'intérêt commun. Selon l'auteur, toutes les dimensions de l'entreprise – économiques, organisationnelles et comportementales –, peuvent concourir à cette démarche.

2010, La Documentation française

Coll. : « Rapports et documents », n° 27

160 p., 10 €

ISBN : 978-2-00-008230-5

Réf. : 9782110082305

Atlas mondial des zones franches

Sous la direction de François Bost

Céline Bayou, Patrick Cosaert, Lydia Coudroy de Lille (et al.)

Cartographie : Anne-Marie Barthélémy et Julie Robert

Association Reclus, Maison de la géographie

CNRS, UMR Espace et UMR Géographies cités

Territoires destinés à attirer des entreprises et activités exportatrices grâce aux avantages multiples et dérogatoires qui leur sont accordés, les zones franches constituent un excellent marqueur de la diffusion de la mondialisation à l'échelle planétaire. Les très nombreuses études de cas présentées dans cet atlas montrent que les zones franches jouent souvent un rôle significatif dans les pays qui en ont fait des outils et des leviers du développement, tant en matière de création d'emplois nouveaux et de formation de la main-d'œuvre, de diversification de l'économie et des exportations que d'apport de devises fortes.

Une équipe de seize géographes et de deux cartographes s'est ainsi fixé pour objectif de dresser un tableau exhaustif et nuancé du « phénomène » zone franche à travers le monde, qui reste encore mal connu et relativement peu étudié. Au total, ce sont 1735 zones franches aux statuts très divers qui ont été identifiées dans 133 pays, essentiellement dans le monde en développement et en Europe orientale.

A l'heure de la délocalisation accélérée des activités industrielles et de services, de la montée en puissance des pays émergents, ou encore de la recherche effrénée de compétitivité de la part des entreprises, ce travail apporte une information inédite et originale qui place le lecteur au cœur de l'économie mondiale contemporaine et de ses ressorts.

Ce volume comporte 130 cartes en couleurs (la plupart inédites), 4 encadrés, 55 graphiques et 4 tableaux et propose également un glossaire des sigles et abréviations et une bibliographie pour chacun des chapitres présentés.

François Bost (dir.) est maître de conférences à l'université de Paris-Ouest-Nanterre-la Défense et membre du laboratoire de Géographie comparée des Sud et des Nord. Spécialiste de géographie économique et industrielle, ses travaux portent sur la mondialisation de l'économie, les stratégies des sociétés transnationales et l'insertion des pays en développement dans la mondialisation.

Les autres géographes sont : Céline Bayou, Patrick Cosaert, Lydia Coudroy de Lille, Henri Desbois, Jean-François Doulet, César Ducruet, Frédéric Dufaux, Brigitte Dumortier, Nathalie Fau, Frédéric Landy, François Moullé, Alain Musset, Pascale Philibert, Didier Ramousse, Frédéric Richard. Les deux cartographes sont : Anne-Marie Barthélémy et Julie Robert.

2010, CNRS GDRE S4 – la Documentation française

Coll. « Dynamiques du territoire » n° 25

314 p., 130 cartes, 4 encadrés, 55 graphiques et 4 tableaux, **50 €**

ISBN : 978-2-11-008258-9

Réf. : 9782110082589

Commission de la sécurité des consommateurs

Rapport 2009

25^e rapport de la Commission de la sécurité des consommateurs
au président de la République et au Parlement

En 2009, la Commission de la sécurité des consommateurs a enregistré 72 saisines (dont six d'office), transmises par lettres, courriels ou télécopies envoyées par des consommateurs. Elle a rendu des avis qui ont nécessité des investigations approfondies et qui ont rencontré un impact médiatique important. La Commission s'est également prononcée sur des sujets aussi divers que : les piscines hors-sol, la pratique du canyoning, la sécurité des déchetteries ouvertes au public, la fiabilité des télécabines de montagne, la sécurité des meubles à monter, les allume-feu solides, les lunettes de soleil pour enfants... La Commission a par ailleurs, activement poursuivi sa mobilisation en faveur de la prévention des accidents de la vie courante, dressé un bilan du Livre blanc publié en juin 2008 et lancé grâce à l'appui de l'Institut national de la consommation (INC), la Charte de la prévention des accidents de la vie courante, accidents qui, chaque année, causent la mort de 20 000 personnes et font 4,5 millions de blessés.

L'année 2009 aura également vu la mise en chantier avec l'Agence nationale des services à la personne d'un dossier important concernant la sécurisation du domicile des personnes âgées.

Ce volume comporte également un cédérom.

2010, La Documentation française

158 p., **15 €** (avec cédérom)

ISBN : 978-2-11-008165-0

Réf. : 9782110081650

La doctrine des forces aériennes françaises : 1912-1976

Textes et documents

Centre d'études stratégiques aérospatiales

Sous la direction de Jérôme de Lespinois

Anne de Luca, Océane Zubeldia, Mickaël Aubout (et al.)

Cet ouvrage rassemble 61 documents d'archives, à caractère doctrinal, rédigés entre 1912 et 1976 par l'armée de l'air (ou les états-majors qui l'ont précédée) et relatifs à l'emploi de la force aérienne.

Cette compilation exhaustive a été préparée par une équipe d'officiers du Centre d'études stratégiques aérospatiales. Ces textes étaient jusqu'à présent peu connus des chercheurs et leur identification, puis, leur recherche ont nécessité un long travail de dépouillement des archives conservées au département « Air » du service historique de la défense. Ils montrent comment les aviateurs français ont théorisé, au fil du temps, l'emploi de la puissance aérienne et façonné une culture stratégique propre qui se distingue nettement de celle des grandes armées de l'air anglo-saxonnes.

Que l'on soit simple amateur ou passionné, curieux ou chercheur, chacun pourra remettre ces textes en perspective grâce aux explications du lieutenant-colonel de Lespinois, qui souligne dans son introduction, les idées principales qui animèrent plus de soixante ans de réflexion. Des index thématiques, de patronymes et de sigles ainsi qu'une bibliographie complètent ce volume.

2010, la Documentation française

Coll. « Stratégie aérospatiale »

408 p., **25 €**
ISBN : 978-2-11-007760-8
Réf. : 9782110077608

Les établissements publics

Etude adoptée par l'Assemblée générale du Conseil d'Etat le 15 octobre 2009
Conseil d'Etat

Les établissements publics constituent, depuis plusieurs décennies, l'un des modes privilégiés d'organisation de l'action publique.

Or, dans un environnement juridique profondément renouvelé, la formule de l'établissement public reste-t-elle pertinente ? L'influence croissante du droit de l'Union européenne, notamment sur le droit de la concurrence et le droit de la commande publique, remet-il en cause ce mode d'organisation ? Les modalités de création, de fonctionnement, de transformation, voire de suppression des établissements publics doivent-elles évoluer ?

Le rapport préconise la clarification de ces règles. Son ambition est de guider les acteurs publics sur la voie des aménagements rendus nécessaires par les mutations de l'environnement juridique et administratif, de mobiliser les ressources juridiques pour s'y adapter avec souplesse, tout en assurant la meilleure sécurité juridique à l'action publique.

2010, La Documentation française

Coll. « les Etudes du Conseil d'Etat »

136 p., **12 €**
ISBN : 978-2-11-008197-1
Réf. : 9782110081971

Conseiller socio-éducatif 2010-2011

Concours interne

Catégorie A

Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France (CIGPC)

Quelles sont les conditions d'accès à ce concours et les perspectives de carrière ?

Comment vous préparer ?

Cet ouvrage rassemble l'essentiel de ce qu'il faut connaître pour réussir

- Les sujets de l'épreuve écrite et leurs corrigés pour vous entraîner.
- Des exemples de « bonnes copies » de candidats avec les appréciations des correcteurs qui vous permettront d'évaluer le niveau requis.
- Le guide pratique pour chacune des épreuves. Indispensable pour la préparation, ce guide renseigne sur la nature de l'épreuve, le programme et les barèmes de correction. Il reprend l'ensemble des sujets des années précédentes et fait le point avec précision sur les attentes du jury.
- Les délibérations du jury avec les rapports des présidents de jury qui constituent une mine d'informations.

2010, La Documentation française

Coll. « Annales corrigées des concours de la fonction publique territoriale »

126 p., **14 €**
ISBN : 978-2-11-007785-1
Réf. : 9782110077851

Investissements et investisseurs de long terme

Rapport de Jérôme Glachant, Jean-Hervé Lorenzi, Alain Quinet et Philippe Trainar

Commentaires : François Bourguignon et Grégoire Chertok

Compléments : Michel Aglietta, François-Xavier Albouy, André Autrand (et al.)

Conseil d'analyse économique

La crise mondiale et celle, plus récente, dans la zone euro ont eu tendance à raccourcir l'horizon prévisionnel et décisionnel de nombreux agents économiques. Dans le même temps, les incertitudes (sur l'emploi, les retraites...) poussent plutôt à la remontée du taux d'épargne des ménages. Le problème de l'épargne dans la plupart des pays européens, y compris la France, est donc moins quantitatif que qualitatif. Il s'agit d'attirer une fraction accrue de l'épargne privée vers les investissements de long terme, afin de doper la croissance et l'emploi. L'orientation d'une épargne « longue » abondante vers des investissements rentables tant

économiquement que socialement est l'enjeu crucial des dix années à venir pour créer les emplois et l'activité. Pour les auteurs, la France, à l'instar des autres pays industrialisés, doit favoriser l'émergence d'investisseurs de long terme en capacité de porter le risque long. Le rapport fournit dix propositions pour y parvenir. Elles concernent la constitution et la mobilisation de l'épargne longue ainsi que la création de véhicules d'investissement long associant public et privé. Comme chacun des titres de la collection, ce volume comporte un résumé de quelques pages en français et en anglais.

2010, La Documentation française

Coll. « Rapports du CAE » n° 91

264 p., sch., 14 €

ISBN : 978-2-11-008213-8

Réf. : 9782110082138

Deux titres de la Cour des comptes :

La Poste : un service public face à un défi sans précédent, une mutation nécessaire

Rapport public thématique : juillet 2010

Cour des comptes

Par son histoire, ses missions de service public, la densité de ses relations avec ses clients, concrétisée notamment par son réseau de 17 000 bureaux de poste et points de contact, La Poste est une véritable « institution ».

Cependant, la Poste est maintenant confrontée à des perspectives défavorables dans son cœur de métier. Le repli des volumes du courrier, modéré jusqu'en 2008, accéléré par la crise économique et la dématérialisation croissante des transactions, ne pourra que s'aggraver avec l'ouverture complète à la concurrence. Le changement de statut et l'augmentation de capital résultant de la loi du 9 février 2010 ont pour ambition de l'aider à préparer cet avenir. Mais, pour importantes qu'elles soient, ces évolutions ne suffiront pas à relever tous les défis.

Dans ce contexte, La Poste vient d'arrêter un nouveau plan stratégique dénommé « Ambition 2015 ». Le présent rapport insiste sur les conditions à réunir pour assurer la réussite de ce plan.

Il constitue la synthèse de 13 rapports d'enquête de la Cour des comptes sur l'ensemble du groupe La Poste (organisé autour de trois grands secteurs d'activité : le courrier, le colis-express et les services financiers) et enrichi de nombreux échanges avec les principaux acteurs.

Les recommandations de la Cour des comptes aux pouvoirs publics et à la Poste sont regroupées en fin de volume ; les réponses des administrations et des organismes intéressés également.

2010, la Documentation française

200 p., 15 €

ISBN : 978-2-11-008261-9

Réf. : 9782110082619

Le service public pénitentiaire : prévenir la récidive, gérer la vie carcérale

Rapport public thématique : juillet 2010

Cour des comptes

Quatre ans après la publication en janvier 2006 du rapport public intitulé « Garde et réinsertion – La gestion des prisons », la Cour des comptes revient sur les suites que l'administration pénitentiaire a donné aux recommandations qu'elle avait alors formulées.

Compte tenu des nombreuses évolutions de la gestion du service public pénitentiaire depuis 2006, il convenait d'aller au-delà de ce seul examen et de porter un regard d'ensemble sur « l'équation » telle qu'elle est posée au service public pénitentiaire par la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009 : sanctionner sans désocialiser, autrement dit moderniser un ensemble de prisons aujourd'hui surpeuplées en attendant d'une politique d'aménagement des peines « hors les murs » à la fois le désencombrement des établissements et une lutte active contre la récidive.

Le rapport de la Cour des comptes dresse le tableau des progrès accomplis par l'administration pénitentiaire depuis 2006 comme des efforts qui lui restent à fournir pour répondre aux critiques émises par les observateurs extérieurs. Les recommandations de la Cour des comptes sont regroupées en fin de volume ; les réponses des administrations et des organismes intéressés également.

2010, la Documentation française

240 p., 15 €

ISBN : 978-2-11-008262-6

Réf. : 9782110082626

Trois titres du Conseil économique, social et environnemental

L'industrie de l'image

Etude présentée par Christian Dutoit, au nom de la section des activités productives, de la recherche et de la technologie

Conseil économique, social et environnemental

L'étude – qui porte exclusivement sur l'industrie de l'image animée, destinée au cinéma ou à la télévision –, aborde ici les mutations technologiques en cours ainsi que les nouveaux comportements des consommateurs. Elle s'interroge sur le futur modèle économique du secteur, alors qu'Internet, véhiculant sans frontière les mêmes produits cinématographiques et télévisuels, est devenu un redoutable concurrent.

2010, les Journaux officiels

Coll. : « Avis et rapports du CESE »

144 p., **17,50 €**

ISBN : 978-2-11-120860-5

Réf. : 9782111208605

Remobiliser autour des objectifs du millénaire pour le développement

Etude présentée par Jacques Lemerrier, rapporteur, au nom de la section des relations extérieures

Conseil économique, social et environnemental

Les objectifs du millénaire pour le développement, adoptés en septembre 2000 sous l'égide des Nations Unies, tendent vers une réduction significative de la pauvreté dans le monde d'ici 2010. Partant de ces recommandations posées par un précédent avis de 2006, le Conseil économique, social et environnemental souhaite ici reformuler un certain nombre de préconisations sur les moyens d'accélérer la réalisation de ces objectifs plus que jamais prioritaires.

2010, les Journaux officiels

Coll. : « Avis et rapports du CESE »

80 p., **9,60 €**

ISBN : 978-2-11-120862-9

Réf. : 9782111208629

Le travail de nuit : impact sur les conditions de travail et de vie des salariés

Rapport présenté par François Edouard, rapporteur, au nom de la section du travail

Conseil économique, social et environnemental

Près de 4 millions de salariés français sont concernés par le travail de nuit contre 2,8 millions il y a vingt ans. En 2001, la France avait dû modifier sa législation pour la mise en conformité du droit du travail au droit européen, dans le cadre de « l'égal accès à l'emploi des hommes et des femmes ». L'impact fortement négatif du travail nocturne dans la vie des salariés avait conduit le législateur (loi du 9 mai 2001), à poser le principe d'un recours exceptionnel à ce type de travail et à l'encadrer (contrôle des conditions de travail, surveillance médicale accrue). Or, la tendance observée depuis lors, est plutôt celle d'un développement, principalement dans le secteur de l'industrie et des services et, qui plus est, avec un accroissement de rythmes atypiques de travail, pour les femmes. Conscient de la difficulté de la tâche dans un environnement mondialisé, le Conseil maintient cette double approche : limiter le recours à ce type de travail et organiser les conditions de travail qui permettraient aux salariés de concilier au mieux vie de travail et vie personnelle.

2010, les Journaux officiels

Coll. : « Avis et rapports du CESE »

154 p., **19,30 €**

ISBN : 978-2-11-12086162

Réf. : 9782111208612

L'Union européenne

Institutions et politiques

Laurent Coutron, Marion Gaillard, Philippe Tronquoy

La Documentation française

Définir l'Union et la citoyenneté européenne

- Définition de l'Union européenne
- Les étapes de la construction de l'Union européenne
- La citoyenneté européenne

Le fonctionnement des institutions européennes

- Les différentes institutions européennes
- Les pouvoirs de contrôle au sein de l'Union
- Les relations entre les institutions françaises et européennes
- Les enjeux et les réformes pour l'Union européenne de demain

Les moyens d'action de l'Union européenne

- Les différents textes juridiques communautaires
- Le financement de l'Union
- Les grandes politiques européennes
- La monnaie unique : l'euro

2010, la Documentation française

Coll. : « Découverte de la vie publique »

160 p., 10 €

ISBN : 978-2-11-00-8088-2

Réf. : 9782110080882

Egalement parus, les 7 titres suivants des Journaux officiels :

Commission supérieure de codification (Brochure 4506)

20^e rapport annuel

2010, les Journaux officiels

72 p., 7 €

ISBN : 978-2-11-076615-1

Réf. : 9782110766151

Coll. : Conventions collectives : 2 titres

Employés et cadres du régime social des indépendants (Brochure 3366)

IDCC : 2798

1^{re} édition juin 2010

2010, les Journaux officiels

144 p., 10 €

ISBN : 978-2-11-076530-7

Réf. : 9782110765307

Praticiens-conseils du régime général des indépendants (Brochure 3365)

IDCC : 2797

Juin 2010

2010, les Journaux officiels

70 p., 7 €

ISBN : 978-2-11-076529-1

Réf. : 9782110765291

Coll. : Guides de bonnes pratiques d'hygiène : 2 titres

Activité de conserveur en complément d'une activité de boucher, charcutier, restaurateur, traiteur et poissonnier (Brochure 5939)

Juin 2010

2010, les Journaux officiels

62 p., 10 €
ISBN : 978-2-11-076628-1
Réf. : 9782110766281

Navires expéditeurs de coquillages de pêche (Brochure 5938)
Juin 2010
2010, les Journaux officiels
110 p., 10 €
ISBN : 978-2-11-076608-3
Réf. : 9782110766083

Coll. : Législation et réglementation : 2 titres

Les contrats de partenariat
Partnership contracts (Brochure 1010)
2010, les Journaux officiels
234 p., 20 €
ISBN : 978-2-11-076613-7
Réf. : 9782110766137

Sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public (E.R.P.)
Règlement de sécurité contre l'incendie
Etablissements du 1^{er} groupe (1^e à 4^e catégorie) Brochure 1686
Edition au 17 mai 2010
2010, les Journaux officiels
280 p., 20 €
ISBN : 978-2-11-076614-4
Réf. : 9782110766144

En diffusion à la Documentation française :

Atout France : 2 titres

La fréquentation des sites et événements touristiques (Cédérom seul)
Actualisation des données à 2008
Atout France

Le présent CD-Rom actualise à 2008 les données dont dispose Atout France en matière de fréquentation annuelle des sites et événements touristiques. Comme les éditions précédentes, il est délibérément conçu sous une forme interactive facilitant le choix par l'utilisateur de l'angle d'approche le mieux adapté à sa problématique : vue d'ensemble des tendances sur un territoire géographique déterminé ou pour une catégorie donnée de site ; éléments relatifs à un site particulier ou à un ensemble spécifique de sites ; besoin d'un panorama cartographique de l'état de la fréquentation des sites selon la même dualité possible de mise en perspective catégorielle ou spatiale. Il reprend par ailleurs le contenu analytique du CD-Rom d'origine portant essentiellement sur la période 1996-2006, croisant logique thématique et géographique.

Table des matières :

Préface

Méthodologie

1. Analyse nationale (courbes et tableaux nationaux)
2. Analyses par catégorie de sites (courbes et tableaux catégoriels)
3. Analyses régionales (courbes et tableaux régionaux)
4. Analyses départementales (courbes et tableaux départementaux)
5. Analyses : 1991-2006
6. Analyses : 2001-2006

2010, Atout France

Coll. : « Observation touristique » n° 23

Le Cédérom : **50 €**

ISBN : 978-2-915215-72-4

Réf. : 9782915215724

Valorisation touristique des loisirs sportifs de nature (avec Cédérom)

Guide méthodologique

Atout France (ODIT France)

Ce guide s'adresse aux prestataires de loisirs sportifs de nature, travaillant dans un contexte touristique en leur apportant une aide adaptée pouvant leur permettre de progresser et d'accéder à un niveau économique plus élevé.

Table des matières :

Pourquoi ce guide ?

1. Démarche d'évaluation

Conseils aux structures

– Etat des lieux

– Investigations complémentaires

– Diagnostic et plan d'actions

– Outils pour la mise en œuvre d'actions

– Bilan de la démarche

2. Conseils aux animateurs de la démarche

3. Conseils aux organismes de rayonnement national, régional (voire départemental) sans points d'appuis locaux

– Conseils aux prescripteurs de la démarche (fédérations sportives, syndicats professionnels, comités départementaux du tourisme, agences de développement touristique...

Annexe : coordonnées des animateurs de la démarche

2010, Atout France

Coll. « Ingénierie et développement touristique », n° 34

180 p., ill., stat., sch., **45 €** (avec Cédérom)

ISBN : 978-2-915215-71-7

Réf. : 9782915215717

II. – REVUES

Cahiers français

La Documentation française

L'économie mondiale : trente ans de turbulences

Sous la direction d'Olivia Montel-Dumont

Mondialisation, crise financière, crise écologique, panne de l'ascenseur social, flexicurité..., autant de termes récurrents qui ponctuent l'actualité quotidienne. Ils n'en sont pas moins porteurs de clichés, d'imprécisions, de simplifications. L'objectif de cet ouvrage, composé de douze articles parus dans la revue *Cahiers français* entre 2006 et 2010, est précisément d'éclairer aussi bien l'étudiant que le citoyen sur les grandes évolutions économiques et sociales de ce début du XXI^e siècle.

Sommaire :

Equilibres et déséquilibres mondiaux

Crise asiatique, bulle internet, subprimes : des crises récurrentes (*Robert Boyer*)

Trente ans de mondialisation de l'économie (*Gérard Lafay*)

– La fin du communisme en Europe : quel impact sur l'économie mondiale ? (*Gérard Lafay*)

– Mondialisation versus régionalisation (*Gérard Lafay*)

Encadré 1 : La fin du communisme en Europe : quel impact sur l'économie mondiale ?

Encadré 2 : Mondialisation versus régionalisation

La crise de l'environnement (*Franck-Dominique Vivien*)

– La convention cadre sur le changement climatique et le protocole de Kyoto (*Franck-Dominique Vivien*)

– La convention sur la diversité biologique (*Franck-Dominique Vivien*)

- De la prise de conscience des limites environnementales au concept de développement durable (*Gilles Rotillon*)
- Equilibre ou guerre des monnaies ? (*Dominique Plihon*)
- L'endettement des Etats et des particuliers : une menace pour la stabilité de l'économie ? (*Henri Sterdyniak*)
- Un exemple de crise de l'endettement des ménages : la crise des subprimes (*Henri Sterdyniak*)
- L'émergence des BRIC (*Françoise Lemoine*)
- Europe, Etats-Unis : la fin du rattrapage (*Jérôme Creel, Paul Hubert*)
- Théories de la croissance, convergence et analyse empirique (*Jérôme Creel, Paul Hubert*)
- L'évolution des inégalités mondiales (*Hakim Ben Hammouda, Mustapha Sadni-Jallab*)
- Les indicateurs courants de mesure des inégalités (*Hakim Ben Hammouda, Mustapha Sadni-Jallab*)
- La gouvernance mondiale : insuffisances, progrès et perspectives (*Emmanuel Comolet, Pierre Jacquet, Olivier Ray*)
- Le lent chantier de la réforme de la gouvernance des institutions de Bretton Woods (*Emmanuel Comolet, Pierre Jacquet, Olivier Ray*)
- Du G6 au G20, en passant par le G77 : quel « G » pour la gouvernance économique et financière internationales ? (*Emmanuel Comolet, Pierre Jacquet, Olivier Ray*)

Les changements économiques dans les pays industrialisés

- L'évolution du rôle économique des Etats (*Jacques Le Cacheux*)
- Les désajustements de l'Etat-providence (*Bruno Palier*)
- La révolution numérique et ses conséquences (*Dominique Foray*)
- Trente ans de mutations financières (*Nicolas Couderc*)
- Le déclin de l'industrie (*Jean-Luc Gaffard*)
- le travail dégradé (*Nathalie Greenan, Yannick L'Horty*)
- Inégalités, pouvoir d'achat et conditions de vie : une comparaison des principaux pays de l'OCDE (*Nicolas Ruiz*).

Cahiers français n° 357, juillet-août 2010

96 p., **9,80 €**

Réf. : 3303330403570

Les Etudes de la Documentation française

La Documentation française

Les assemblées parlementaires françaises

Pascal Jan

Introduction

- Le Parlement français en quête d'un modèle
- Le Parlement français en quête d'un leadership

Le choix du bicamérisme

- Origines et justifications du bicamérisme
- Le bicamérisme en quête d'une identité (1795-1875)
- La représentation des collectivités territoriales, raison d'être du bicamérisme républicain

Le statut du Parlement

- Le régime électoral des assemblées
- L'indépendance parlementaire

Les structures parlementaires

- L'organisation du travail parlementaire
- La participation au travail parlementaire

La formation de la loi

- Le domaine de la loi
- L'initiative de la loi
- L'examen de la loi
- Le vote

Le contrôle de l'exécutif

- Le contrôle politique du Gouvernement
- Le jugement des membres de l'exécutif

La diplomatie parlementaire

- Les actions
- Les actes
- Conclusion*

*Annexe**Orientations bibliographiques***Les Etudes de la Documentation française n° 5318-19**232 p., **14,50 €**

Réf. : 3303331953180

Les Etudes de la Documentation française*La Documentation française***La question agricole mondiale**

Enjeux économiques, sociaux et environnementaux

Sous la dir. de Thierry Doré et d'Olivier Réchauchère

Introduction

- 1 Géographie de la production agricole au début du XXI^e siècle
- 2 Notre planète : atouts et contraintes naturels pour l'agriculture
- 3 Marchés, échanges et politiques agricoles
- 4 L'alimentation, convenable pour la moitié de l'humanité
- 5 Les organisations de l'agriculture et des agriculteurs
- 6 Les manières de produire en agriculture, état des lieux et controverses
- 7 L'agriculture et les ressources naturelles
- 8 Les multiples productions et fonctions de l'agriculture

Conclusion

Bibliographie complémentaire

Glossaire

Les Etudes de la Documentation française n° 5316-17180 p., **14,50 €**

Réf. : 3303331953166

Les informations administratives et juridiques

Fonction publique territoriale

Centre interdépartemental de gestion de la Petite Couronne de la région Ile-de-France

1. Statut commenté

Dossier

- La protection juridique des agents publics : un principe général du droit de la fonction publique
Statut au quotidien
- Prise en charge partielle des titres d'abonnement aux transports publics : le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010
- Expérimentation des entretiens professionnels :

Veille jurisprudentielle

- Droit de retrait d'une situation dangereuse : conditions d'application
 - Professeurs d'enseignement artistique : précisions concernant le régime des obligations de service
2. Actualité documentaire

Références

- Textes
- Jurisprudence
- Chronique de jurisprudence
- Presse et livres

Les informations administratives et juridiques n° 6, juin 201062 p., **18,50 €**

Réf. : 3303330611159

Politique américaine*Institut Choiseul***Les élections de mi-mandat 2010 : chronique d'une défaite annoncée ?**

Les élections au Congrès qui se profilent seront un référendum sur la politique d'Obama depuis 2008. Les démocrates anticipent un échec, un peu comme celui que Bill Clinton avait subi en 1994.

Cette comparaison est-elle justifiée ? La droite républicaine est-elle crédible ? Ce numéro reprend et approfondi les débats de la conférence annuelle de l'IFRI en décembre 2009, avec un bilan nuancé du mandat à mi-chemin de l'administration d'Obama.

Au sommaire :

Edito (François Vergniolle de Chantal, Alexandra de Hoop Scheffer)

Les mutations de l'*Affirmative Action* (Daniel Sabbagh)

Will Obama succeed in Setting up a New Growth Model ? (Moreno Bertoldi)

Obama's dilemma (David Calleo)

Where does American Conservatism go ?

Politique américaine n° 16, printemps-été 2010

144, p., 20 €

ISBN : 978-2-916722-89-4

Réf. : 9782916722894

Problèmes d'Amérique latine

Institut Choiseul

Commémoration des indépendances

Rêve et Réalité de l'Amérique latine (Mario Vargas Llosa)

Indépendances (François-Xavier Guerra)

L'Argentine au miroir des deux centennaires de la fondation de la République (Luis Alberto Romero)

Ernesto Guevara : héros révolutionnaire et apologiste du pouvoir de l'égocrate (Gilles Bataillon)

L'ombre du futur. Réflexions sur la transition mexicaine (Roger Bartra)

L'émergence d'une politique de sécurité du territoire national au Mexique : comment expliquer la stratégie de Felipe Calderon (Rodrigo Nieto Gómez)

Egalisation des conditions et formes du racisme à la Havane pendant la période spéciale. Une lecture du Roman : « Las Bestias », de Ronaldo Menéndez (Vincent Bloch)

Problèmes d'Amérique latine n° 77, été 2010

144 p., 20 €

Réf. : 9782916722979

Problèmes économiques

La Documentation française

Freakonomics ou l'économie insolite

Vous pensiez tout savoir de l'économie ?

Ce numéro anniversaire de la revue propose une approche insolite de l'économie qui consiste à s'interroger sur les comportements humains afin de mieux comprendre certains phénomènes économiques. L'initiateur de cette méthode, Steven D. Levitt, explore ces pistes depuis plusieurs années, préférant suivre son intuition plutôt que les cadres préétablis des théories économiques.

Quand l'économie renouvelle ses méthodes

« Au départ, mes travaux n'ont pas été bien reçus par les sociologues » : entretien avec Gary Becker

Repère 1 : Bio express de Gary Becker

Gary Becker (1993), « Comment éduquer vos enfants pour qu'ils prennent soin de vos vieux jours », *Journal of Political Economy*, vol. 101, n° 31, (extrait).

Emilie Frenkiel (2009), « Êtes-vous vraiment libre de vos décisions au quotidien ? », *La vie des Idées*, 22 octobre.

Antoine Reverchon (2008), « Quand la biologie vient au secours de l'économie », *Le Monde Economie*, 15 janvier.

Dealers, avortement, altruisme... la freakonomics à la conquête de nouveaux objets d'étude

Steven Levitt et Stephen Dubner (2010), « L'homo-oeconomicus est mort. Vive l'homo-altruisticus ! », chapitre 3 (extrait) de *Super freakonomics*, Editions Denoël (Gallimard).

Repère 2 : Bio express de Steven Levitt

Steven Levitt et John Donohue (2001), « Comment faire baisser la criminalité... Légalisez l'avortement ! », *Quarterly Journal of Economics*, vol. CXVI, n° 2, mai.

Steven Levitt et Stephen Dubner (2006), « Pourquoi les dealers vivent-ils encore chez leur maman ? », chapitre 3 (extrait) de *Freakonomics*, Editions Denoël (Gallimard).

Repère 3 : Bio express de Sudhir Venkatesh

La freakonomics ne va-t-elle pas trop loin ?

Jon E. Hilsenrath (2005), « Avortement et criminalité : les erreurs des « freakonomistes » », *The Wall Street Journal*, 28 novembre.

Baptiste Marsollat (2010), « Freakonomics, des réponses parfois trop simples à des questions complexes », *Sociétal*, n° 68, 2^e trimestre.

Le point de vue d'un sociologue : entretien avec Philippe Steiner

Problèmes économiques n° 3000 (Numéro anniversaire), mercredi 21 juillet 2010

48 p., **4,70 €**

Réf. : 3303332030002

Problèmes politiques et sociaux

La Documentation française

Polices et politiques de sécurité

Concilier efficacité et respect des libertés

Frédéric Ocqueteau

Comment la police s'adapte-t-elle à la mondialisation des risques et menaces, et à la nécessité de modernisation interne dans le mouvement plus général de réforme de l'Etat ? Quelles incidences a l'apparition de la notion de « sécurité globale » au détriment de celle de « sécurité intérieure » ?

Jamais, l'enjeu de l'efficacité des politiques publiques de sécurité n'a été à ce point au cœur des débats qu'au cours de la décennie écoulée.

À travers l'analyse des trois polices (police judiciaire, police du renseignement, police de la sécurité publique), ce dossier aborde des thèmes qui font débat dans l'actualité : quelles conséquences peut avoir l'effacement du cloisonnement entre missions policières et missions militaires ? À quelles réorientations des objectifs et à quelles mutations des structures doit faire face l'appareil policier ? Que signifie, pour la police, l'amélioration des performances ? Cela entraîne-t-il des conséquences en matière de respect des libertés, comme tendraient à le montrer les débats actuels sur la garde à vue, l'utilisation de la vidéosurveillance ou la multiplication des fichiers informatisés ?

L'auteur : Frédéric Ocqueteau, sociologue et juriste, est directeur de recherche au CNRS, au Centre d'études et de recherches de science administrative et politique (CERSA). Il est notamment l'auteur de : *Ordonner le désordre, une contribution au débat sur les indicateurs du crime*, (Paris, La Documentation française, 2002, avec J. Frenais et P. Varly) ; *Polices entre Etat et marché* (Paris, Presses de Sciences Po, 2004) ; *Mais qui donc dirige la police ? Sociologie des commissaires*, (Paris, A. Colin, 2006). Il a dirigé avec Dominique Monjardet le dossier « *La police : une réalité plurielle* », Problèmes politiques et sociaux, n° 905 (La Documentation française, 2004).

Problèmes politiques et sociaux n° 972, mai 2010

112 p., **9,90 €**

Réf. : 3303332109722

Regards sur l'actualité

La Documentation française

Instantanés

- Quelle croissance en France à l'horizon 2020 ? (Deux questions à *Christian de Boissieu*)
- La modernisation du Conseil économique, social et environnemental (Zoom : Le rôle du CESE dans le dialogue social)

Dossier : Violences et sécurité à l'école

Les Etats généraux de la sécurité à l'école : prendre (enfin) le temps de penser l'action ? (*Eric Debarbieux*)

Encadrés :

- le conseil scientifique des Etats généraux de la sécurité à l'école
- les missions du Conseil scientifique
- un exemple des réflexions du Conseil scientifique
- les cinq orientations proposées par le ministre de l'Education nationale, Luc Chatel

Violences à l'école : évolutions et interrogations (*Cécile Carra*)

Encadrés :

- les violences à l'école au XVII^e siècle
- des stratégies d'élèves face à l'école : entre retrait et violences
- mesures 2009-2010 du ministère de l'Education nationale

Violence, absentéisme... crise du modèle méritocratique (entretien avec *François Dubet*)

Les politiques de tolérance zéro. Approche comparative (entretien avec *Russell Skiba*)

Eclairages

– Agir contre le stress et les risques psychosociaux au travail (*Marc Lorient*)

Encadrés :

– le débat en France

– risques psychosociaux et directives européennes

Les propositions du rapport d'information sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes : extraits (*Valérie Rosso-Debord*)

– La dépendance en France, état des lieux et prospective : vers un nouveau contrat social ? (*Bernard Ennuyer*)

Encadré :

– le financement public de la « dépendance »

Regards sur l'actualité n° 363, août-septembre 2010

88 p., 7,80 €

Réf. : 3303332603633

Sécurité globale

Institut Choiseul

Editorial (*Jean-François Daguzan, Pascal Lorot*)

Entretien : renseignement, l'état de la réforme avec *Bernard Bajolet*

Dossier : A la recherche de l'ultra-gauche

L'ultra-gauche : le retour des autonomes ? (*Jean-François Daguzan*)

De quoi Tarnac est-il le nom ? Herméneutique d'une sombre histoire (*Xavier Raufer*)

Ultra-gauche : le mot, l'idée, l'action (*Alain Bauer, François-Bernard Huyghe*)

L'extrême gauche en Espagne (*Lorenzo Castro Moral*)

Varia

La privatisation de la sécurité en Afrique noire : vers un état décomposé ou recomposé ? (*Marc-Antoine Pérouse de Montclos*)

D'une al-Qaïda à l'autre (*Mohammad-Mahmoud Ould mohamedou*)

Vaincre les insurrections (*Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain et Nicolas Le Nen*)

Les relations Brésil-Iran et la question du nucléaire (*Bruno Muxagato*)

Crises financières et escroqueries systémiques : l'exemple oublié de l'Albanie postcommuniste (*Jean-François Gayraud*)

Lecture

2010, Sécurité globale n° 12, été 2010

144 p., 20 €

Réf. : 9782916722962

Egalement parus les numéros des revues suivantes :

Les Cahiers de Friedland

Chambre de commerce et d'industrie de Paris

L'investissement ou comment réinventer le futur ?

les Cahiers de Friedland n° 5, 1^{er} trimestre 2010

96 p., 15 €

Réf. : 9782855045320

Economie internationale

Centre d'études prospectives et d'informations internationales

Public environmental policies : some insights from economic theory

Economie internationale n° 120, août 2010

136 p., 20,30 €

Réf. : 3303336701205

Territoires 2040

Revue d'études et de prospective

Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR)

Aménager le changement

Territoires 2040 n° 1, 2^e semestre 2010

104 p., 20 €

Réf. : 9782110079664

Travail et Emploi

Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi

Ministère du travail, de la solidarité et de la fonction publique

Dossier Seniors

Travail et Emploi n° 121, janvier-mars 2010

72 p., 18,30 €

Réf. : 3303336101210

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Résultats du tirage du Loto du lundi 16 août 2010

NOR : BCRX1002317V





LUNDI 16 AOÛT 2010



13
22
28
31
40
9

	Nombres de grilles gagnantes	Gains
5 BONS NUMÉROS + Chance gagnant	Aucun gagnant.	
5 BONS NUMÉROS	Aucun gagnant.	
4 BONS NUMÉROS	447	1 224,70 €
3 BONS NUMÉROS	15 714	9,30 €
2 BONS NUMÉROS	217 832	4,80 €

Chance gagnant : 292 234 grilles à 2 € remboursées.

Joker : 4 072 826
 94 251 jeux gagnants à ce tirage

A gagner, mercredi 18 août 2010 :

3 000 000 €*
*Montant à partager entre les gagnants du 1er rang ou en cas d'absence de gagnants au 1er rang après 30 tirages consécutifs au 1er tirage sans avoir eu de mises gagnantes. Voir règlement.


est gagnant lors d'un tirage :

Si vous avez aussi les 5 bons numéros, vous accédez au jackpot. Sinon vous gagnez, en plus de vos autres gains éventuels, votre Mise (à savoir le montant que vous avez joué pour ce tirage LOTO). Si vous avez joué plusieurs N° CHANCE, vous gagnez uniquement la somme investie sur le N° CHANCE gagnant. Le gain Mise est obtenu une seule fois, quelque soit le nombre de grilles jouées.

Résultats et informations :

fdj.fr


61 113

envoyez LOTO ou
10€ à 100€ par semaine



3256 à 100€ par semaine
10€ à 100€ par semaine



Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Résultats des tirages du Keno
des samedi 14 et dimanche 15 août 2010

NOR : BCRX1002999V





**Tirages du
SAMEDI 14 AOÛT 2010**

Tirage de 13h45

3	8	9	11	13	14	19	21	24	27
33	37	40	44	48	59	61	62	64	67

*** NUMERO ***
Jackpot
Montant : 590 000 €
* 8.29.85.64 *


Multiplicateur : x 3

9 214 845

Résultats et Informations :  fdj.fr

Tirage de 21h00

3	5	8	9	12	16	19	25	28	29
33	36	38	42	51	52	57	59	60	68


*** NUMERO ***
Jackpot
Montant : 600 000 €
* 1.41.74.33 *

Multiplicateur : x 1

7 417 433

Montant du Jackpot du dimanche 15 août à 13h45 : 610 000 €

Keno

Tirages du
DIMANCHE 15 AOÛT 2010



Tirage de 13h45


2	6	10	15	16	21	22	28	33	34
39	41	46	48	49	50	52	55	59	66

Jackpot

Montant : 610 000 €


* 1.66.62.33 *

Multiplicateur : x 4



9 176 613

Résultats et Informations :



fdj.fr

Tirage de 21h00


1	5	12	13	17	18	19	20	25	29
30	32	34	35	37	45	49	52	53	67

Jackpot

Montant : 620 000 €

* 8.11.72.29 *

Multiplicateur : x 2



5 418 443

Montant du Jackpot du lundi 16 août à 13h45 : 630 000 €



Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Résultats des tirages du Keno du lundi 16 août 2010

NOR : BCRX1002318V





**Tirages du
LUNDI 16 AOÛT 2010**

Tirage de 13h45

4	9	10	12	13	14	15	16	17	24
27	29	34	35	42	44	52	53	55	65

*** NUMERO ***
Jackpot
Montant : 630 000 €
* 8.85.80.49 *


Multiplicateur : x 4

2 176 421

Résultats et Informations :  fdj.fr

Tirage de 21h00

15	18	22	23	25	28	30	31	32	33
40	49	50	54	56	58	59	63	66	70

*** NUMERO ***
Jackpot
Montant : 640 000 €
* 9.96.48.46 *

Multiplicateur : x 1

4 072 826

Montant du Jackpot du mardi 17 août à 13h45 : 650 000 €


Avis et communications


AVIS DIVERS

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Résultats du Loto Foot 15 n° 42 et 7 n° 72

NOR : BCRX1002319V


Loto Foot



résultats & rapports

N°	Équipe 1		Équipe 2	
1	Lille	1	2	Paris SG
2	Bordeaux	1	N	Toulouse
3	Brest	1	2	Auxerre
4	Monaco	GAGNANT		Montpellier
5	Nancy	1	N	Rennes
6	Caen	1	2	Lyon
7	Valenciennes	1	2	Marseille
7				
8	St Etienne	1	2	Sochaux
9	Lorient	1	N	Nice
10	Arles Avignon	1	N	Lens
11	Pacos Ferreira	1	2	Sporting Lisbon
12	Naval Maio	1	N	FC Porto
13	Benfica Lisbon	1	N	Academ.Coimbra
14	Liverpool	1	2	Arsenal
15				

Loto Foot 15 n° 42


Nbre de bons pronostics	Nbre de grilles gagnantes	Rapports pour 1 Euro
14	pas de gagnant. Pactole organisée ultérieurement	
13	1	175 198,10 €
12	15	8 759,90 €
11	136	1 288,20 €


Numéro Mise
 4 801 parieurs remboursés se partagent 40 448 € **21**

Loto Foot 7 n° 72

Nbre de bons pronostics	Nbre de grilles gagnantes	Rapports pour 1 Euro
7	140	1 131,00 €
6	2 367	74,30 €

Numéro Mise
 2 737 parieurs remboursés se partagent 16 448 € **20**


FRANÇAISE DES JEUX


32 56
 0,34 €
 par minute

www.fdjjeux.com

Informations diverses

COURS INDICATIFS DU 18 AOÛT 2010
COMMUNIQUÉS PAR LA BANQUE DE FRANCE

Euros contre devises

NOR : IDIX1002323X

1 euro	1,288	USD	1 euro	39,161 4	RUB
1 euro	109,93	JPY	1 euro	1,928 5	TRY
1 euro	1,955 8	BGN	1 euro	1,427 1	AUD
1 euro	24,816	CZK	1 euro	2,255 4	BRL
1 euro	7,449 7	DKK	1 euro	1,323 6	CAD
1 euro	15,646 6	EEK	1 euro	8,747 7	CNY
1 euro	0,823 3	GBP	1 euro	10,008 7	HKD
1 euro	278,37	HUF	1 euro	11 547,73	IDR
1 euro	3,452 8	LTL	1 euro	59,88	INR
1 euro	0,708 4	LVL	1 euro	1 512,47	KRW
1 euro	3,941 4	PLN	1 euro	16,186 9	MXN
1 euro	4,238 5	RON	1 euro	4,051 4	MYR
1 euro	9,445 3	SEK	1 euro	1,794	NZD
1 euro	1,342 3	CHF	1 euro	58,068	PHP
1 euro	ND	ISK	1 euro	1,736 9	SGD
1 euro	7,93	NOK	1 euro	40,72	THB
1 euro	7,273 5	HRK	1 euro	9,337 5	ZAR

